

## Texte intégral de l'interview du Président Houari BOUMEDIENE au journal " EL-AHRAM "

---

Le président BOUMEDIENE a récemment accordé une interview à l'envoyé spécial du journal cairote « El Ahram ».

Etant donné l'importance des déclarations faites par le président du Conseil de la Révolution, il nous a paru utile de reproduire intégralement l'interview.

Par ailleurs s'agissant d'une interview, avec un jeu de questions et de réponses et parfois des observations du journaliste, il nous a paru utile de reproduire intégralement ces dernières. En effet certaines réponses du président BOUMEDIENE sont éclairées et mises en relief par les remarques du journaliste.

Le texte en français de l'interview a été publié par l'hebdomadaire algérien, REVOLUTION AFRICAINE, 30 octobre 1965, supplément spécial. C'est ce texte qui est reproduit ici. Les intertitres sont aussi du journal REVOLUTION AFRICAINE.

Je dois dire que l'image d'Alger avant le 19 juin 1965 n'est plus celle d'après le 19 juin, c'est même là une évidence.

« Les lumières qui éclairaient la « Villa Joly » où habitait Ben Bella, où il travaillait la plupart du temps en tant que président de la République, président du Conseil et secrétaire général du Parti, se sont éteintes. Et dans l'obscurité se tiennent à la porte aujourd'hui deux soldats qui assurent la garde de la villa où règnent le silence et le calme. Les lumières et l'activité se sont déplacées à l'immeuble du ministère de la Défense nationale où travaille le frère Boumediène, président du Conseil de la Révolution, chef du gouvernement et ministre de la Défense.

Aujourd'hui, Boumediène à d'autres responsabilités.

« *Les circonstances m'ont obligé à jouer un rôle que je ne voulais pas assumer, et croyez-moi lorsque je vous dis que je n'aime pas jouer le rôle de l'homme n° 1* », devait-il me confier.

En vérité, il est resté dans ce rôle, comme il l'a été dans celui de deuxième personnage de l'Etat : naturel, modeste, ouvert, souriant de tout son visage, comme d'ailleurs, il le fait d'habitude. Ce qui est contraire à l'image sous laquelle il apparaît aux gens, sévère, les sourcils froncés.

Je lui ai posé la question :

« **Pourquoi ne souriez-vous pas aux photographes et en public ? Pourquoi paraissez-vous sous cette image sévère, étrangère à votre vraie nature ?**

Il répondit :

— « *C'est une question que je me suis posée et à laquelle je n'ai pas trouvé de réponse. Mais s'il arrive que je la trouve, j'appréhenderai à sourire tout le temps et en toutes circonstances !*

Et il éclata de rire, essayant de cacher cet éclat avec sa main ; il ajouta : « *Mais ne trouvez-vous pas que certains amateurs d'analyses parmi nos frères écrivains et journalistes manqueront alors de matières pour parler de Boumediène le sévère, Boumediène l'énigmatique, Boumediène qui ne connaît pas le sourire dans sa vie. C'est quelque chose de provoquant pour Boumediène lui-même.* »

« **Pourquoi alors ne leurs souriez-vous pas afin de leur épargner ce souci ?**

« *Pourquoi, par Dieu, devrais-je sourire uniquement parce qu'un photographe se donne la peine de me photographier ? Qu'est-ce qui me pousse alors à sourire ? Et dans les réunions publiques, quel sens aurait le sourire si les questions étudiées sont importantes et n'ont rien de commun avec des histoires amusantes ou plaisantes ? Nous avons appris dans l'ALN à combattre le maquillage des sentiments, comme leur étalage et tout l'orgueil qui en découle. Savez-vous*

*qu'aucun d'entre nous n'a fait la guerre sous son vrai nom, et cela afin de ne pas se donner de l'importance lorsque les sacrifices et les actions se lient à son nom et à sa personne, et de ne pas se laisser prendre par la célébrité et l'amour de soi. Dès lors, on ne peut rien faire d'autre que sourire faussement aux admirateurs et admiratrices.»*

L'image qu'a tracée la presse — et surtout occidentale — de Boumediène en tant qu'homme n'est pas une image réelle. L'homme ne se contente pas de sourire dans la vie courante, il rit aux éclats. Et il n'est ni sévère, ni dur, mais plutôt amateur de plaisanteries qu'il recherche, qu'il aime écouter et qu'il sait rapporter. Il est loin d'être avare en mots ; il sait être éloquent lorsqu'une discussion l'intéresse. Enfin, il n'est pas un sphinx, mais c'est un homme naturel et simple. Cependant il n'ouvre pas souvent sa porte aux journalistes.

Je suis entré chez lui cette fois, dans son bureau au nouvel immeuble du ministère de la Défense, dans le quartier du Golf, qu'il a occupé, après le mouvement du 19 juin. Il portait la même tenue kaki, la même chemise verte que lorsque je l'ai vu la première fois à la table de Ben Bella à la Villa Joly, en décembre 1962 ; il fumait en prenant beaucoup de plaisir, les mêmes cigarettes. J'ai pris place en face de lui, devant une table sur laquelle étaient empilés des dossiers de toutes tailles. Durant trois heures et demie, dans une salle élégante mais simple à gauche du Bureau, avec pour seul témoin un grand drapeau en soie de la République algérienne, nous discutons des chaleurs exceptionnelles qu'a connues Alger cette année.

« C'était un été peu commun à plus d'un point de vue » dis-je.

Un sourire éclaira son visage. Il dit :

« *Ecoutez, vous me connaissez très bien, cessons de « tourner autour du pot ».* Posez vos questions sans artifices et parlons franchement ».

Et comme il sentait mon hésitation, il m'encourage en disant :

« *Ne cherchez pas de tournures diplomatiques. Posez vos questions comme elles vous viennent à l'esprit. La première !* »

« Allons bon ! Première question. Votre peuple a arraché son indépendance grâce à une lutte armée héroïque. Vous avez affirmé, après l'établissement d'un pouvoir central dans l'Algérie nouvelle votre engagement dans la voie du socialisme, pour l'édification d'une société algérienne. Vous avez instauré un Parti révolutionnaire d'avant-garde, selon l'expression de la Charte d'Alger que vous avez adoptée. Ce Parti qui a tenu son premier Congrès national, en avril 64 et a élu Ahmed Ben Bella, comme secrétaire général, a désigné un Comité Central et un Bureau Politique, et je crois ne pas me tromper en disant que vous et un grand nombre de membres du Conseil de la Révolution actuel étaient membres de ce Bureau Politique ou de ce Comité Central.

*« Cela est vrai », déclare-t-il en m'interrompant.*

Je repris : « Un Parti, ayant cet aspect, ce contenu, cette orientation et ces organes de direction, détient le pouvoir suprême dans le pays ; il a le droit d'orienter, de présider et de demander des comptes. Ce qui veut dire que tous les différends qui naissent, toutes les erreurs qui se manifestent doivent être, selon l'esprit révolutionnaire, discutés, analysés et résolus au sein du Parti et de ses organes de direction, conformément au principe du centralisme démocratique décidé par la Charte du Parti. Partant de là, on se pose la question : pourquoi vous êtes-vous éloignés de cette voie et avez-vous eu recours le 19 juin à la force armée, ce qui a pris l'aspect d'un coup d'Etat, alors que le différend qui vous opposait à Ben Bella et les erreurs qu'on lui attribuait auraient pu être discutés au sein de votre instance suprême ? Les responsabilités auraient été définies, les sanctions prises » Boumediène éteignit, calmement sa cigarette et allumant une nouvelle, il s'exclama :

*Bien ! C'est votre première question, et la seconde ?*

« Ma deuxième question concerne les erreurs attribuées à Ben Bella, en tant que responsable et qui ont déterminé son éloignement du pouvoir le 19 juin 1965 et son emprisonnement.

*« Vous n'avez pas lu les déclarations du Conseil de la Révolution »*

« Je les ai lues. Mais, je constate malgré tout qu'elles les traitent d'une façon générale et imprécise. Après un examen objectif de ces erreurs, on s'attend à les voir prendre un sens et une forme plus précise n'est-ce pas ? »

*« Votre troisième question ? »*

« Elle concerne l'affaire suivante : Ben Bella ne gouvernait pas tout seul, il y avait d'autres qui partageaient avec lui la responsabilité soit au niveau de l'Etat, soit au niveau du Parti. Et si vous permettez, vous par exemple vous étiez membre du Bureau Politique, adjoint de Ben Bella, en tant que vice-président du Conseil et ministre de la Défense, et c'était le même cas pour les frères Bouteflika ministre des Affaires étrangères et membre du Bureau Politique, Chérif Belkacem, ministre de l'Education nationale, Tahar Zbiri, chef d'Etat-Major et membre du Bureau Politique, Mohand Oul Hadj, membre du Bureau Politique, Ali Mahsas, ministre de l'Agriculture, et membre du Bureau Politique, Boumaza, ministre de l'Economie nationale, et membre du Bureau Politique ainsi que tous les autres membres du Conseil de la Révolution qui ont été à l'origine de l'action du 19 juin. Si des erreurs sont imputées à Ben Bella aujourd'hui où s'arrête votre responsabilité dans ces erreurs ? N'avez-vous par partagé avec lui le pouvoir et la responsabilité ? Pourquoi ne pas lui avoir signalé ses erreurs au moment où elles se manifestaient et ne pas avoir tenté de les corriger et de les résoudre avant qu'elles n'aboutissent à une crise. Et-ce que l'ALN sous votre commandement n'avait pas apporté le soutien à Ben Bella et à sa tendance depuis la forma-

tion du Bureau Politique au Congrès du CNRA tenu à Tripoli, en Libye, en 1962 après la ratification des Accords d'Evian, et cela contrairement aux autres tendances représentées par le GPRA, dirigé par Ben Khedda et autres.

Quels changements sont intervenus de 1962 à 1965 en ce qui concerne ce soutien et cet appui ? Qui précisément a changé et quelle est la nature de ce changement ?

### L'AFFAIRE CHAABANI

Je fus brûlé par ma cigarette que j'avais oubliée, allumée entre mes doigts. Je l'éteignis. Boumediène se leva pour ouvrir la fenêtre, puis me demanda avec calme :

« *Ce sont là toutes vos questions ?* »

« **Non, il y en a d'autres, mais j'espère ne pas dépasser par ma franchise certaines limites ?** »

« *Au contraire, cette franchise me satisfait. C'est la seule manière humaine qui permette d'arriver à la connaissance de la vérité sous tous ses aspects. Comment les gens pourront-ils accéder à la vérité et à la compréhension mutuelle, si chacun d'eux dissimule des points essentiels, alors qu'ils partagent les mêmes positions, les mêmes responsabilités et le même destin, et croyez-moi, c'était, hélas, son attitude avec nous.* »

« **Qui ?** »

« *Ben Bella ! Nous lui faisons part de toutes choses avec franchise et en toute clarté, mais il n'agissait pas de la même manière avec nous. Evidemment, il s'est passé un temps avant que nous ne découvrions que cette situation ne découlait pas d'un oubli inconscient comme nous nous le disions à l'époque, mais d'une volonté délibérée de duperie. Il dissimulait tout le temps des faits importants, des accords touchants les intérêts et l'avenir de l'Algérie. Il passait sous silence ses erreurs et ses faiblesses, et il déformait la réalité. Il bannissait toute critique concernant ses erreurs découvertes dans tous les domaines.* »

« *Il entretenait une ambiance de doute et de confusion au sein des militants en réduisant leurs efforts pour l'édification du pays, à une simple opération d'auto-défense à l'égard d'autres militants, qui leur son présentés comme des ennemis. Suis-je clair dans mes propos ?* »

Je répondis avec la même franchise qu'auparavant : **C'est clair, mais pour comprendre, ne pourrait-on pas avoir un exemple pour matérialiser ses agissements ?** »

Les yeux de Boumediène brillèrent et il me dit :

« *Un exemple ! Il y en a plusieurs. Prenons l'affaire du frère* »

*martyr Chaabani. Vous savez, naturellement, qu'il a été exécuté à la fin de l'année 1964 après jugement, sous l'accusation de rébellion militaire. En vérité, c'est Ben Bella qui a poussé par ses méthodes le frère Chaabani à cette fin malheureuse. Je vous vois étonné, mais c'est cela la vérité et je ne suis pas en train d'accabler l'homme. Ben Bella a essayé une année durant d'inciter Chaabani contre l'armée et son unité organique. Chaabani, s'appuyant sur les manœuvres de Ben Bella, agissait contre l'unité de l'Armée Nationale Populaire, en croyant qu'il était dans la bonne voie. J'ai parlé en tant que responsable de l'Armée avec Ben Bella plus d'une fois, de ce problème, avec dureté et fermeté et je lui ai expliqué la gravité de cette entreprise, car si l'armée est atteinte par le virus de la division et des différends, il n'est plus possible d'empêcher le « baroud » de parler. Des frères s'entretueront inutilement, et seuls les colonialistes et les réactionnaires en tireront profit. Je lui avais demandé de me confier l'étude de l'affaire Chaabani et de me permettre de discuter avec lui — de militant à militant — avant que le danger ne s'aggrave. J'étais pour ma part persuadé de rallier Chaabani à l'idée de l'unité de l'ANP et de sa sauvegarde, d'autant plus qu'il était un militant sincère et courageux. Ben Bella refusa mon offre et prétendit résoudre lui-même le problème. A cet effet, il convoqua Chaabani à la Villa Joly, mais au lieu d'aplanir les difficultés il aggrava au contraire les différends qu'il avait créés entre Chaabani et l'armée d'une part, et entre lui et moi d'autre part.*

*« Ben Bella décida soudainement de nommer le frère Chaabani ainsi que le frère Tahar Zbiri et moi-même, membres du Bureau Politique du Parti, responsables de l'armée, avec un commandement tri-partite. Représentez-vous l'armée autogérée sans spécialisation arrêtée et chacun de nous présenté aux autres comme un ennemi acharné. Le sort fatal aurait été l'anarchie. Ben Bella pensait que j'allais m'opposer à cette proposition. Cela lui aurait servi à convaincre Chaabani et Zbiri que j'étais contre eux et que lui seul était à leurs côtés. Mais grâce à Dieu, j'étais conscient de la situation, confiant dans l'esprit militant des deux frères. J'étais sûr que le temps seul était capable de déduire le doute qui était créé artificiellement entre nous. Ainsi, je ne me suis pas opposé à cette proposition : j'ai pourtant pris acte du danger de l'anarchie qui pourrait germer dans l'armée. Mais Ben Bella ne visait pas, par cette proposition, à saboter l'unité de l'armée seulement, mais aussi à se débarrasser de Chaabani, qui était à la tête du commandement de la zone militaire saharienne, et désigner un autre à sa place. Ainsi, dès que Chaabani devint membre du Bureau Politique, il décida de le démettre de son commandement militaire du Sahara, car il n'était pas raisonnable de cumuler les deux fonctions. Là, Chaabani s'éveilla et comprit la manœuvre, mais malheureusement, il prit une décision fâcheuse en refusant de se démettre ; il retourna au Sahara et entra en rébellion militaire contre l'Etat et l'Armée. Cela constituait un grave précédent. L'armée, sur ordre de Ben Bella, en tant que président de la République et chef suprême de l'armée, arrêta Chaabani et le jugea pour sa rébellion. La condamnation à la peine capitale et son exécution*

*fut accomplie après que Ben Bella ait refusé catégoriquement l'appel à la clémence ou à la commutation de la peine à l'emprisonnement par respect pour le passé de Chaabani durant la guerre de libération.*

Je l'interrompis en disant, «*mais je me souviens que Ben Bella avait dit une fois, alors qu'il se trouvait au Caire pour participer au Sommet africain de l'année dernière, que l'exécution de Chaabani a eu lieu malgré lui, parce qu'il a été prouvé qu'il avait eu des relations et même des négociations avec les Français, pour la scission du Sahara de la République algérienne* ».

Boumediène s'écria d'une voix aiguë : «*Cela n'est pas vrai, et ce qui est malheureux en Ben Bella, c'est qu'il basait sa politique sur la manœuvre, et la manœuvre par nature implique le mensonge, la déformation des réalités et leur dissimulation. Il a dit aussi, un peu partout, que c'était moi qui avait tenu à exécuter Chaabani, et devant mon insistance, il avait été obligé d'approuver la condamnation et l'exécution.*

«*Mais grâce à Dieu, les frères, membres du Tribunal militaire qui ont condamné Chaabani, sont encore en vie et le document qui l'a condamné est encore en lieu sûr. Les magistrats avaient prouvé dans leur jugement la rébellion armée de Chaabani, et c'est une accusation grave qui est punie selon la loi par la condamnation à la peine capitale. Mais par respect pour le passé héroïque de Chaabani durant la guerre de libération, ils ont soumis le jugement au Président de la République en le priant d'user de son droit de grâce pour une commutation de peine. Mais l'ex-président de la République Ben Bella a rejeté cette demande et ordonné l'exécution de la condamnation. L'Algérie perdit un de ses héros militants. Chaabani avait commis une grave faute, mais il ne méritait pas la mort. Que Dieu ait son âme.*

#### BOUANANE

«*Il y a eu de nombreux autres événements qu'on ne peut citer. Vous voulez d'autres exemples ? Bien ! Vous vient-il à l'esprit qu'un Président du Conseil incite un officier de l'armée à entreprendre un coup d'Etat militaire, l'arrestation des chefs de l'armée, et du ministre de la Défense de son propre gouvernement, l'occupation de la Radio, des ponts et des routes ? Oui, malheureusement, c'est ce qu'avait entrepris Ben Bella en tant que Président de la République à la fin de l'année de 1963. Il avait incité le capitaine Bouanane à faire tout cela. L'officier obtempéra, mais l'unité, la vigilance des militants à l'intérieur de l'armée et à l'extérieur a mis fin immédiatement au complot. Le malheureux officier fut arrêté et il reconnut avoir agi sur ordre du Président de la République. Quoi ? Vous n'arrivez pas à croire ? Moi aussi, je n'arrivais pas à croire, à l'époque, que Ben Bella pouvait commettre ces actes irresponsables. Vous avez connu Ben Bella plein d'enthousiasme lorsqu'il parlait du socialisme, de la Révolution ; mais on ne reconnaît pas un homme à travers ses paroles, mais à travers ses actes.*

« Je ne veux pas relater les événements et les exemples, sinon on n'en finirait pas de sitôt. Mais je veux maintenant répondre à vos trois questions, une par une, usant de la même franchise avec laquelle vous me les avez posées.

### LE PARTI

« Vous nous demandez pourquoi nous n'avons pas suivi la voie du Parti. C'est effectivement une question pertinente, mais la réponse est liée à l'existence du Parti lui-même. N'est-ce pas ? Est-ce que le Parti existait ? Il n'avait d'existence que sur le papier et sur les affiches accrochées aux murs, mais rien d'autre. Et malheureusement on pense et surtout à l'étranger qu'il suffit d'avoir un programme, une charte, des règlements organiques, des publications farcies d'expressions révolutionnaires, et des propos séduisants sur le Parti, pour que celui-ci devienne une réalité.

« Ben Bella ne voulait pas que l'Algérie, l'Algérie des militants, assure une construction humaine, active et efficiente de son Parti révolutionnaire d'avant-garde. Pourquoi ? Parce que l'existence effective et réelle de ce Parti aurait arrêté ses improvisations et généré ses manœuvres. Il aurait contrôlé, orienté l'autorité de la base jusqu'au sommet et Ben Bella, de par sa formation, s'opposait à tous liens à tout contrôle et à toute critique, pour disposer individuellement de toute l'autorité. Il croyait être le prophète attendu de l'Algérie. Pour lui, tous ses actes sont justes, toutes ses idées sont sacrées. Je n'exagère pas dans ce que je viens de dire. Lui-même, s'adressait aux gens, en disant : « Je suis venu à vous, avec une mission sacrée ! » Et la mission ne se discute pas. Le porteur de message ne se contrôle pas, il ne se trompe pas, et c'est pour cela qu'il n'a pas à être critiqué. Il ne voulait pas comprendre que l'époque des missions sacrées est révolue depuis longtemps.

« Vous êtes l'ami d'un certain nombre de frères qui étaient membres du Comité Central ou du Bureau Politique. Allez les interroger sur la réalité de ce Comité et de ce Bureau. Est-ce qu'ils ont discuté un jour de la politique extérieure de l'Algérie ou de sa politique intérieure ? Est-ce qu'ils ont participé, même une seule fois à une décision ? Est-ce qu'ils ont décidé un jour une résolution obligeant le gouvernement d'intervenir dans une affaire quelconque ? Est-ce qu'ils ont donné leur point de vue dans la formation des ministères ? Ils ne faisaient qu'entériner les décisions que prenait et exécutait l'homme à la mission sacrée sans consulter personne. Ils suivaient la politique intérieure et extérieure à travers les journaux, comme n'importe quel lecteur. Et s'il arrive qu'un membre du Comité Central ou du Bureau Politique s'oppose à cette situation et demande à discuter une affaire, le prophète se fâche et l'accuse alors d'hostilité au socialisme et de collusion avec la réaction. Cela, quand il ne lui adresse pas des propos humiliants qui ne peuvent être tolérés par la dignité humaine. Les procès-verbaux des réunions du Bureau Politique et du Comité Central contiennent notre dénonciation du

*système de la mission sacrée et de la nécessité de respecter le principe du centralisme démocratique au sein du Parti et de fournir l'occasion aux instances de ce dernier de prendre leurs responsabilités. Mais Ben Bella refusait continuellement de faire fonctionner le Parti et ses organes.*

*« Hocine Zahouane, lui-même, alors en liberté et qui a publié des tracts où il nous accuse de dictature militaire, s'était élevé contre l'attitude de Ben Bella qui ignorait le Parti. Je l'ai vu après le 19 juin et nous avons discuté longuement de ce problème. Lorsqu'il m'a posé la même question que vous, je lui ai fait la même réponse. Il a reconnu cette vérité qu'il appelait les fautes essentielles de Ben Bella. En dépit de cette reconnaissance, il est allé se livrer à des actes irresponsables et inconscients, qui d'ailleurs ne peuvent influencer personne. Car si Zahouane est peut-être connu à l'étranger, il ne l'est pas du tout en Algérie. Aujourd'hui, il ne peut que regretter ses agissements. Donc, si les instances suprêmes du Parti étaient les dernières à être informées — tel l'époux trompé — qu'en serait-il des organismes inférieurs. Il n'y avait ni mobilisation populaire autour d'un problème national, ni campagne d'explication concernant l'édification du socialisme en Algérie.*

*« Aucune participation réelle du Parti dans l'administration, l'orientation ou l'organisation de l'Algérie sur des bases socialistes, réalistes et véritables. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de militants sincères au sein de ce Parti, seulement ils étaient étouffés et paralysés. Ils avaient transmis des dizaines de rapports et d'analyses qui sont restés empilés dans des enveloppes encore fermées. Leur exploitation n'a commencé qu'avec l'installation du Secrétariat exécutif du Parti après le 19 juin.*

*« Si quelques militants ont réussi à devenir membres du Parti, leur grande majorité en a été cependant éloignée. On avait même entrepris contre eux une guerre psychologique réelle avec l'aide des personnes qui n'ont jamais participé à la Révolution ou avec celle des conseillers étrangers et d'aventuriers qui ont mis sous leur coupe certains organes du Parti. Pouvez-vous vous représenter qu'un Parti révolutionnaire, dans un pays révolutionnaire, puisse être orienté et dirigé par des étrangers qui se gargarisent de mots vides de sens affichent des slogans socialistes en ne connaissant l'Algérie qu'à travers le bar de l'hôtel Aletti ou la terrasse de l'hôtel St-Georges ?*

*« Dites-moi maintenant, comment aurions-nous pu suivre la voie du Parti. C'était une voie qui n'existait pas. C'est comme si vous nous demandiez d'engager l'Algérie dans le néant. Ben Bella s'était opposé à dessin à l'édification d'un Parti digne de ce nom. Exemple : Il avait décidé soudainement de démettre le frère Bouteflika de son poste de ministre des Affaires étrangères. Ce dernier accepta à condition que cette décision soit soumise au préalable à l'appréciation du Bureau Politique et du Comité Central du Parti. Ben Bella refusa catégoriquement.*

« Lorsque Ben Bella m'apprit la nouvelle à mon retour de la réunion de la ligue arabe au Caire, je lui ai répondu qu'il était de son droit en tant que Président du Conseil de choisir ses collaborateurs dans le gouvernement. Mais cela est déterminé par la politique générale fixée par l'Etat et la société. Par la suite, il faudrait donner des raisons objectives pour lesquelles il voudrait démettre le ministre des Affaires étrangères de ses fonctions, et délimiter ses responsabilités. S'il y avait eu des erreurs commises, le cadre légal et responsable pour discuter et décider de ces raisons, c'est le Conseil des ministres, le Bureau Politique et le Comité Central. Je lui ai demandé pourquoi il n'exposait pas le problème à ces instances. Il répondit par un refus de principe, ensuite il fit semblant de revenir sur sa décision. Mais les militants au sein et en dehors de l'armée nous avaient rapporté des informations et des documents concernant les mesures secrètement éboorées contre l'unité des forces nationales révolutionnaires et contre l'unité de l'armée, et qui auraient plongé à coup sûr l'Algérie dans l'abîme. Devions-nous fermer les yeux sur le danger ou entrer dans une action qui n'avait pour but que l'éloignement de Ben Bella en tant qu'individu, devenu indigne de la responsabilité et de la confiance des militants ? Pour permettre à l'Algérie arabe et socialiste et à ses militants de poursuivre la marche révolutionnaire en extirpant le culte de la personnalité, nous n'avions de moyen d'action que celui du 19 juin. Il y en a qui l'ont décrit, de bonne ou de mauvaise foi, à cause de leur ignorance des réalités et de l'armée algérienne, comme un coup d'état militaire matérialisé par la descente d'un petit nombre de tanks pendant 24 heures. Mais nous, nous disons que c'est là voie de la légalité révolutionnaire adoptée par des militants pour sauvegarder la révolution de la déviation, de l'inertie et du virus du culte de la personnalité, dont Ben Bella s'était rendu coupable.

« C'est en bref, ma réponse à votre première question. Voulez-vous d'autres explications ?

#### DECOUVRIR LES ERREURS

J'allais faire quelques observations, mais j'ai préféré les garder et les réunir à la fin.

« Soit ! Votre deuxième question concerne des fautes attribuées à Ben Bella.

« Je ne suis pas d'accord avec vous. Je ne pense pas que les déclarations du Conseil de la Révolution soient vagues. Au contraire, elles étaient précises et détaillées. Nous avons parlé de l'accaparement du pouvoir, du culte de la personnalité, de la déviation de la Révolution et des aspects de cette déviation, etc. Néanmoins, je peux ici, vous définir quelques erreurs — les principales — découvertes par le Conseil de la Révolution.

« 1. Ben Bella a empêché la formation d'un Parti d'avant-garde groupant tous les militants pour la construction de l'Algérie indépendante, sur des bases socialistes véritables. Il a ruiné tout effort constructif dans ce sens ;

« 2. Il a négligé l'organisation d'un Etat algérien révolutionnaire, et bloqué toute tentative de réforme radicale des appareils administratifs car cela aurait écarté des postes de responsabilité tous les éléments opportunistes dont les intérêts sont liés à ceux des colonialistes ;

« 3. Il a éloigné et liquidé des éléments, militants qui avaient participé positivement à la Révolution, et permis aux éléments opportunistes d'accéder aux postes de responsabilité et de favoriser leur enrichissement personnel au détriment du peuple. Je n'ai pas besoin de vous citer Abderrahmane Chérif, dans ce cas précis ;

« 4. L'atteinte à la liberté des citoyens, leur arrestation et leur torture, sans aucune justification ni raison, si ce n'est l'intimidation et les motifs personnels. Peut-être avez-vous été surpris que Ben Bella, le « socialiste », le « démocrate », ait laissé, après sa chute, le 19 juin, dans l'obscurité des geôles, 2.500 prisonniers que nous avons, nous les « fascistes militaires », libérés. Il a arrêté 2.500 militants, et nous, nous arrêtons après le 19 juin cinq personnes seulement et avec cela certains voient à travers leurs analyses « scientifiques » que nous sommes des fascistes ;

« 5. La dilapidation des deniers publics et leur utilisation dans ses manœuvres et marchandages politiques dans le but de renforcer son pouvoir personnel ;

« 6. L'échec de la politique économique d'une façon générale et de la politique agricole d'une façon particulière, et cela par ses interventions arbitraires et sa dissimulation des erreurs commises ;

« 7. Les actes de sabotage conscients et continus entrepris contre l'unité des forces révolutionnaires, contre l'unité de l'Armée Nationale Populaire ;

« 8. La déviation de la Révolution de sa voie initiale en passant de la direction collégiale au pouvoir personnel détroné par la Révolution lorsqu'elle a jeté bas le leader-ship messaliste en découvrant son opportunisme et sa trahison.

Boumediène s'arrêta de parler, bien qu'il ne cessât d'agiter quelques feuilles avec ses doigts fins ; puis il releva la tête pour me dire :

« En réalité, ce ne sont pas toutes les erreurs commises, mais peut-être que celles que je viens de citer sont suffisantes pour répondre à votre deuxième question. Je vais répondre maintenant à votre troisième question.

Vous me dites : « Les erreurs que vous reprochez aujourd'hui à Ben Bella, ont été commises alors que vous partagiez avec lui la responsabilité du pouvoir ; par conséquent, vous en êtes également responsables du fait de cette participation. » Vous dites encore : « Ou étiez-vous alors ? Et vous, M. Boumediène en particulier, où étiez-vous ? » Questions logiques, je dois le reconnaître. Mais ne pensez-vous pas qu'il faille y ajouter une autre question importante pour nous demander : « Qu'avez-vous fait en constatant ces erreurs ?

« En vérité, nous étions enclins, au début, à attribuer certaines de ces erreurs à un manque d'expérience ou de compréhension. Nous nous disions qu'elles étaient peut-être le résultat de renseignements erronés susceptibles de surprendre sa bonne foi, d'autant plus que lorsque nous lui exprimions franchement notre opinion sur ses erreurs, mes collègues et moi, il s'empressait de s'excuser et disait : « Excusez-moi, par Allah, mes frères, j'ai été trompé ». Naturellement nous acceptions ses excuses parce que nous n'avions pas le moindre doute sur sa bonne foi. Mais, lorsque les erreurs ont commencé à se multiplier, à s'ériger en système politique commandant tous ses faits et gestes, nous avons commencé à douter, et c'est ainsi que nous nous sommes interrogés sur notre responsabilité vis-à-vis du pays, du fait de ces erreurs, par suite de notre participation au pouvoir. Nous avons donc résolu de nous « laver les mains » — devant l'histoire et à l'égard de notre peuple — de ces erreurs en nous démettant de nos postes. Je vais peut-être vous livrer pour la première fois un secret en vous disant que nous lui avons, quelques frères et moi-même, remis notre démission un mois avant la tenue du Congrès du FLN en avril 1964, en raison justement de ces erreurs et du processus anti-révolutionnaire dont il usait pour la formation du Parti en éloignant les militants authentiques. Nous lui avons dit : « Nous ne pouvons plus collaborer avec toi et supporter la responsabilité de tes erreurs vis-à-vis de notre peuple et de notre conscience. Ben Bella fut effrayé par notre intention de démissionner et il tint avec nous plusieurs réunions au cours desquelles nous lui avons énuméré, en toute franchise, toutes ses erreurs. Il en reconnut certaines et affirma ne pas être au courant des autres. De même qu'il promit en jurant par tous les Dieux — il faut dire qu'il a l'art d'afficher la foi et de dissimuler l'impiété — de corriger ses erreurs et de revenir à la politique de la direction collégiale et de l'unité des forces révolutionnaires. Voilà pourquoi nous avons accepté sur sa demande de retirer notre démission.

« A cette époque, nous voulions tout lui laisser et proclamer au peuple notre irresponsabilité totale en ce qui concerne ses erreurs qui étaient devenues un sujet permanent de critique et une cause de malaise. Mais il refusa parce que la vérité aurait éclaté alors et déchiré le voile des manœuvres et des falsifications qu'il tissait pour nous rendre responsables des erreurs commises, des arrestations, des crimes, du désastre économique et de l'anarchie dans laquelle se débattait le pays.

« Mais, après avoir consenti à continuer de collaborer avec lui sur la base des promesses qu'il nous avait faites à grand renfort de serments, nous n'avions par tardé à nous convaincre de sa mauvaise foi, bien mieux, à nous rendre compte que la manœuvre était son style préféré pour liquider la Révolution au profit exclusif de son prestige personnel. Présenter notre démission eut été cette fois chose négative; c'était de notre part fuir notre responsabilité historique que de ne pas mettre un terme à ses agissements avant que le mal ne prit de l'ampleur et que l'Algérie ne sombrât dans l'anarchie et le chaos. Conscients de cette responsabilité, nous avons déclenché le mouvement

*du 19 juin ; nous n'aurions pas agi si nous n'avions pas ressenti profondément le poids de cette responsabilité. Peut-on après cela nous rendre responsables des erreurs commises ? »*

Les paroles de Boumediène tombaient en saccades, rapides, ininterrompues. Tantôt sa voix s'élevait, tantôt elle devenait un simple chuchotement. En dépit de son calme habituel apparent, je devinais la violence des actions qui le remuaient intérieurement, mais qu'il a toujours réussi à dompter. Mais lorsqu'il en vint à sa question : « Peut-on après cela, nous rendre responsables des erreurs commises ? », il la répéta par deux fois sur un ton sec et tranchant tout en écrasant dans un cendrier bourré de mégots une cigarette qui venait de se consumer alors qu'il n'en avait tiré qu'une seule bouffée. Puis il se tut et je me tus à mon tour.

Je ne saurais dire vers quel sujet allaient ses pensées à ce moment précis, mais je me remémorai subitement une photo de Ben Bella et de Boumediène à l'occasion d'une réception aux jardins du palais du Peuple pendant que j'accompagnais la délégation de l'Union Socialiste lors de ses premiers entretiens avec le FLN en juin 1964. Chacun des deux hommes tournait le dos à l'autre, et il semblait que ce fût à dessein, des deux côtés.

Boumediène rompit le silence et, tout en allumant une nouvelle cigarette, me dit :

*« Il y a un autre point dans votre troisième question. Je veux parler des rapports qui nous liaient à Ben Bella depuis le début de l'indépendance. Une mise au point s'impose au sujet d'un événement historique capital . nous n'avons pas soutenu Ben Bella contre les autres tendances. A vrai dire, un désaccord existait depuis 1961 entre les militants au sein et en dehors de l'ALN et le Gouvernement provisoire. Ce désaccord avait trait à de nombreux problèmes de première importance relatifs à la marche de la Révolution et à son avenir. Nous avons été effrayés par les malentendus qui opposaient les membres du gouvernement ainsi que les complots qu'ils fomentaient les uns contre les autres dans l'unique intention d'accaparer le pouvoir. Mûs par ces desseins, dans le but d'arriver à leur fins, ils tentèrent de porter leur propre désunion au sein des militants et de saboter leur unité révolutionnaire à l'intérieur. Mais ce n'était pas tout : chaque ministre s'était proposé de réunir autour de lui des partisans opportunistes et anti-révolutionnaires pour affronter ses adversaires. C'est dans cette conjoncture que le budget du GPRA se trouva de loin supérieur au budget réservé à l'armée et aux militants révolutionnaires qui étaient exposés à la mort. On ne se souciait d'aucune manière de leur approvisionnement en armes, en vivres et en médicaments. Ces messieurs se complaisaient dans une vie facile et confortable en Suisse, à New York et dans d'autres capitales dans les places de luxe. Ils s'étaient totalement coupés de la Révolution, de ses réalités et de ses militants ; leurs intérêts se trouvèrent désormais en contradiction avec ceux du peuple et de la Révolution, et c'est ainsi qu'il ont fini par constituer une Direction repliée sur elle-même. La crise a éclaté*

précisément lorsque nous leur avons fait toucher du doigt les réalités en leur disant : « Vous êtes en train de trahir la Révolution. »

« Quelle était la nature de cette crise ? Cette crise trouve son origine dans un conflit entre diverses tendances et intérêts d'hommes politiques carriéristes et entre les tendances et intérêts de militants révolutionnaires. Nous avons franchement exprimé notre point de vue à l'ALN ainsi qu'à tous les militants responsables ; nous leur avons bien dit qu'il ne nous était pas possible de coopérer avec ces carriéristes qui ont trahi la Révolution, mais que nous ne voulons pas pour autant susciter des complications au moment où des négociations se déroulaient entre nous-mêmes et la France au sujet de l'autodétermination. Le colonialisme en aurait tiré profit et c'est pourquoi nous avons préféré démissionner. Oui, mes collègues et moi, en tant que membres de l'état-major, avons présenté notre démission à l'armée, mais les militants ont refusé de l'accepter. Ils nous ont demandé alors de poursuivre l'action et d'assurer notre responsabilité conformément aux principes adoptés, c'est-à-dire sur la base de la direction collégiale en excluant les opportunistes et les carriéristes qui voudraient décider du sort de l'Algérie, et en mettant au point un programme d'action précis en vue de l'édification d'une Algérie socialiste et démocratique.

« Entre temps, les négociations avaient abouti aux Accords d'Evian. Je vais peut-être vous révéler un secret en vous disant que j'étais contre ces accords et que j'ai voté contre lors des réunions tenues à cet effet par le CNRA, à l'exception, toutefois, du droit à l'autodétermination. Ce faisant, j'estimais que ces accords constituaient une solution intermédiaire qui n'était pas à la mesure de notre combat et de nos sacrifices qui nous ont valu plus de 1.500.000 martyrs.

« A cette époque, nous avons engagé des contacts avec ceux qu'on appelait « Les cinq historiques » détenus en France : Ben Bella, Aït Ahmed, Khider, Bitat et Boudiaf. Nous leur avons exposé, sous tous ses aspects, le différend qui nous opposait au GPRA afin que la situation soit claire et nette pour nous tous. Enfin les Accords d'Evian furent ratifiés et les « Cinq » libérés. Le CNRA tint alors ses assises et nous mîmes l'accent sur la nécessité d'arrêter un programme politique, social et économique sur des bases socialistes avant d'entrer en Algérie. Nous convenions en même temps de former une direction collégiale élue. Mais quelle ne fut pas notre déception lorsque nous avons constaté cette soif morbide du pouvoir et cette spoliation des acquis de la Révolution et des sacrifices de nos chouchoués sur le compte du peuple.

« Nous nous sommes élevés contre tout cela avec détermination ce qui fit prendre au GPRA une décision pour nous écarter de l'état-major général de l'ALN. Mais cette décision émanait d'une autorité qui n'avait aucun pouvoir de prendre pareille initiative, qui d'ailleurs a été rejetée par les militants et par l'ALN. C'est alors que Ben Be'la est venu nous trouver pour nous dire qu'il soutenait notre option et notre position, et qu'il se tenait à nos côtés contre les carriéristes

*assoiffés de pouvoir. Inutile de vous dire que nous lui avons réservé le meilleur accueil et avons poursuivi avec lui notre action. Nous avons triomphé au prix de gros sacrifices et d'un labeur acharné, de la crise de l'été 1962 qui, malheureusement, a fait des centaines de victimes parmi les militants les plus valeureux. L'accueil que nous lui avons réservé était celui de révolutionnaires recevant parmi un révolutionnaire. Mais nous n'avons pas tardé à découvrir qu'il appartenait par la formation, sa mentalité et sa tendance, à l'Ecole des carriéristes et non point à celle des révolutionnaires. Ne s'est-il pas formé et n'a-t-il pas grandi dans un milieu propice aux manœuvres politiques dans le cadre des partis traditionnels qui ont précédé la Révolution, sans aboutir à aucun succès ? En ce qui nous concerne, nous n'avons pas changé. Lui, par contre, les événements nous l'ont fait connaître sous son vrai visage, celui d'un carriériste manœuvrier qui a su prendre le masque d'un révolutionnaire sans d'autre intention que celle de duper les autres et de les dominer à seule fin d'établir son pouvoir personnel. »*

### MOUVEMENT OU COUP D'ETAT MILITAIRE ?

S'ajustant sur son siège, Boumédiène me scruta du regard et me dit :

*« J'ai répondu avec franchise aux questions que vous m'avez posées avec autant de franchise.*

*« A vous maintenant de me faire part de vos observations, et je crois qu'elles seront aussi franches que l'ont été vos questions ».*

**« Si vous permettez, dis-je j'ai en effet plus d'une observation et je crains que le temps ne...**

Boumédiène m'interrompuit d'un geste simple pour me dire :  
*« Je vous en prie, prenez tout votre temps ».*

Je poursuivis alors : **« Ma première observation concerne le style du mouvement du 19 juin. Je comprends fort bien qu'il n'existe pas un Parti véritable. En effet, votre exposé explique bien cette situation et la chose en est confirmée par le fait que le Parti n'a réagi d'aucune façon après le 19 juin ».**

*Puis, avec un geste de la main, il me dit : « Depuis trois ans, Ben Bella ne fait que parler du Parti, du Parti d'avant-garde, du Parti dirigeant, des cadres... mais qu'en est-il advenu de tout cela ? Des mots pas plus, des mots, des tonnes de papier, des slogans bien vernis mais vides de contenu, ni plus ni moins. Notre mission, aujourd'hui, est de convertir le verbe en réalité, de faire du papier une entité vivante, et des structures sans substance, une réalité agissante et responsable. Il aurait été vain de déclencher le mouvement du 19 juin si nous n'accomplissions pas cette mission. »*

Je repris mon observation : **« Je saisis tout cela, mais ce que je voudrais comprendre davantage, c'est le fait que vous ne considérez pas le mouvement du 19 juin comme un coup d'Etat militaire malgré la sortie des chars dans les rues, par exemple ».**

« Dans ce cas, dit Boumediène, nous devons nous entendre au préalable sur l'esprit et la nature du coup d'Etat. Le coup d'Etat militaire est en réalité une opération purement militaire menée par un groupe de militaires, appartenant à une armée classique, en mal d'aventure, en vue de prendre le pouvoir pour servir leurs propres intérêts ou ceux de forces réactionnaires qui leur prêtent appui et les soutiennent dans le but de satisfaire leurs intérêts économiques et politiques contre la volonté du peuple.

« Nous ne sommes pas, quant à nous, une armée de mercenaires. Nous sommes avant tout des militants, enfants de fellahs et de travailleurs, intellectuels et nationalistes dignes de ce nom. Nous avons pris les armes sans aucune préparation prémilitaire au sens classique, du terme pour combattre les colonialistes. Tels furent les hommes qui ont formé l'ALN au cours de la guerre de libération et qui donnèrent le jour à l'ANP après l'indépendance. Qui sont-ils ? Il sont le peuple, ils sont la Révolution ; ils sont des militants révolutionnaires qui ont eu foi que l'Algérie appartenait aux Algériens, et pris les armes au nom du peuple pour concrétiser cette foi. S'ils se sont levés par la suite, persuadés qu'un risque de déviationnisme menaçait la Révolution pour laquelle un million et demi de chouchous parmi leurs parents, leurs frères et leurs mères se sont sacrifiés ; s'ils se sont levés, dis-je pour redresser le déviationnisme, restaurer la légalité révolutionnaire et rendre aux principes de la Révolution toute leur valeur, il n'est pas possible alors de qualifier cela de coup d'Etat militaire. Il n'ont fait qu'assurer leur responsabilité révolutionnaire vis-à-vis de leur peuple. Bien sûr, des chars ont fait leur apparition dans certaines rues, mais pour combien de temps ? Pour vingt-quatre heures seulement et par pure sécurité contre toute tentative de sabotage. Ces chars se sont retirés aussitôt après que les saboteurs se furent réfugiés dans leur retraite craignant la colère populaire.

« Que peut-on relever encore qui puisse être considéré comme une manifestation spécifique du coup d'état ?

« A-t-on imposé l'état d'urgence ou décrété le couvre-feu, ne serait-ce que pour une minute, sur l'ensemble du territoire ?

« Y a-t-il eu une campagne d'arrestations de grande envergure contre les citoyens ? Cinq arrestations ont été opérées en tout après que furent libérés 2.500 détenus.

« A-t-on touché ou dissous quelque institution de masse ou organisation nationale ?

« 600 journalistes se trouvaient un peu partout en Algérie le 19 juin et les jours suivants dans le cadre de la préparation de la Conférence afro-asiatique. Se trouve-t-il parmi eux un seul qui ait remarqué un fait quelconque susceptible d'être qualifié de militariste ?

Serait-il juste, ou plutôt, serait-il objectif d'affirmer que le mouvement du 19 juin est un coup d'Etat assimilable à ceux qui se font en Amérique latine, par exemple ? Ceux qui refusent à voir la vérité en face se trompent toujours en interprétant l'histoire selon leur

propre imagination. Ils se sont déjà trompés en considérant la Révolution de juillet 1952 en Egypte, par exemple, comme un coup d'Etat militaire, pour la simple raison que des chars de l'armée égyptienne se sont montrés dans les rues. Mais ils ont négligé de distinguer vers quelle direction étaient orientés les canons de ces chars, vers le roi et le colonialisme, ou bien vers le peuple. Ils ne se sont pas rendu compte non plus que les officiers libres organisés et conduits par le frère Djamel Abdelnasser n'étaient pas des mercenaires, mais au contraire appartenaient à la jeunesse égyptienne militante et révolutionnaire. Aujourd'hui, ils tombent dans la même erreur en ce qui concerne l'événement du 19 juin en Algérie. Il convient de souligner à ce propos que toute l'ANP est composée de militants révolutionnaires et non pas de mercenaires.

« D'autre part, était-il possible que le mouvement du 19 juin réussisse et résiste tant soit peu s'il avait été un coup d'Etat militaire fasciste contre la volonté et l'intérêt du peuple algérien et en contradiction avec l'édification d'une société nouvelle socialiste et démocratique ?

« Ne vient-il pas à l'esprit de l'observateur de se demander, par exemple, « qui était aux côtés de Ben Bella lors du 19 juin ? » Si le peuple algérien — que l'expérience de sept années et demi de guerre à outrance a forgé dans le sens de la maturité et de la détermination révolutionnaire — si ce peuple soutenait réellement Ben Bella dans sa politique et dans sa façon de diriger, toutes les forces du monde auraient été incapables de déloger l'ex-président de la villa Joly. Dites-moi qu'est le peuple ? — N'est-ce pas les travailleurs, les fellahs, les intellectuels, les djounoud et les militants au sein du Parti, de l'Etat et des ambassades ? Tels sont les douze millions d'individus qui composent l'ensemble de notre peuple. Est-il un djoundi, un travailleur, un fellah ou un intellectuel conscient qui se soit levé à ses côtés ? Vous me diriez alors : Et ces manifestations organisées par des étudiants dans la capitale ? Je vous répondrais : Interrogez le premier citoyen venu, interrogez n'importe quel journaliste étranger, parmi ceux présents à Alger, sur ces manifestations, le nombre et l'âge de ceux qui y ont participé. Vous saurez alors qu'il s'agissait d'attroupements ne dépassant pas 100 ou 200 jeunes adolescents dont le plus âgé n'a pas 15 ans. Nous les avons arrosés à coups de jets d'eau et ils se sont dispersés huant et chahutant... De jeunes innocents égarés... Passons maintenant à la seconde observation.

« Vous avez parlé de Ben Bella et vous l'avez décrit sous l'aspect d'un politicien du type classique formé à l'école des carriéristes. Je vous avouerais que cette description est en contradiction formelle avec ce que j'ai pu connaître et vérifier en lui en tant que révolutionnaire. Bien entendu, je ne suis pas en mesure d'affirmer que ma connaissance et mon expérience ont valeur absolue mais je pourrais dire néanmoins que les prises de position publiques de Ben Bella à

**l'égard du socialisme, de la Révolution arabe progressiste, de la Révolution africaine etc... nous le faisaient apparaître sous les traits d'un chef révolutionnaire et non pas d'un politicien professionnel n'ayant d'autre souci que de s'emparer du pouvoir ».**

Boumediène tira alors une longue bouffée de sa cigarette et enchaîna calmement :

*« Il est un dicton algérien qui dit : « La chauve-souris montre ses ailes aux oiseaux et ses dents aux souris ». Cela veut dire qu'elle se fait passer pour un oiseau ou pour une souris suivant la circonstance. Ben Bella aussi — le véritable Ben Bella — a joué le rôle de chauve-souris dans la vie algérienne. Il savait admirablement changer de couleur et satisfaire son interlocuteur. Ben Bella recevait par exemple, en même temps, des gens d'extrême-droite, d'extrême-gauche et des centristes, de l'Orient et de l'Occident, et chacun d'eux en le quittant pouvait affirmer que Ben Bella est avec lui et contre les autres. Pourtant, le révolutionnaire ne peut satisfaire tout le monde et toutes les tendances à la fois. Pourquoi ? Parce que de par sa nature il est appelé à choisir et à s'engager. Son option va toujours vers le peuple, vers la Révolution, vers le socialisme. Quant au politicien carriériste, il ne peut se fixer une option mais s'accorde avec toutes les tendances. Il suit tous les courants, il manœuvre.*

*« Vous étiez reçu par lui et il vous parlait de socialisme comme l'aurait fait un socialiste. Il recevait ensuite en capitaliste et lui tenait un langage de capitaliste. Vous n'avez vu de Ben Bel'a qu'un seul visage. Comment vous expliquez-vous en effet qu'il ait pu s'entourer en même temps d'individus aussi opposés l'un à l'autre tels que Abderrahmane Chérif et Mohamed Harbi ? Il s'arrangeait pour les présenter simultanément l'un et l'autre à des cercles différents.*

*« Le socialisme ? Ce n'est certainement pas Ben Bella qui l'a créé en Algérie. C'eût été insulter le socialisme et humilier le peuple qui s'attache à édifier le socialisme. Non, le socialisme n'a pu et ne saurait résulter de la volonté d'un seul individu. Il reste avant tout un impératif que commande une réalité donnée, il est l'option profonde d'un peuple. C'est le peuple algérien, avec sa Révolution, ses martyrs, sa conscience et ses intérêts qui a choisi le socialisme, et c'est la réalité algérienne qui a imposé objectivement le socialisme en vue d'un devenir meilleur.*

*« Or, le socialisme n'était dans l'esprit et le comportement de Ben Bella qu'un simple moyen pour assouvir sa vengeance contre ceux qui s'opposaient à son pouvoir personnel et à son despotisme.*

*« Au nom de ce socialisme, il confisque les biens de certaines personnes et en épargne d'autres se trouvant pourtant dans une position identique. Le socialisme doit constituer un ensemble de mesures et de lois sérieusement planifiées et applicables pour tous sans distinction, mais non pas des décisions improvisées ou de simples réactions personnelles.*

« Quel intérêt représente pour le socialisme et le régime socialiste, la nationalisation d'un petit restaurant ou d'un salon de coiffure ? Où est la planification ? Qu'en est-il du plan de développement et de la réforme agraire dont on a souvent parlés ?

« De plus, quel est ce socialisme dont il parlait souvent. Tantôt il le qualifiait de socialisme castriste, tantôt de socialisme algérien, et tantôt de socialisme islamique. Le socialisme peut-il admettre tous ces qualificatifs ? Ceci est de la pure démagogie qui ne sert en rien le socialisme. De même pour l'arabisme : au Caire il était Arabe, en en pays d'Europe il ne l'était plus. Un jour, il nous tint ce langage :

« Nous ne devons pas agir en Afrique en tant qu'Arabes car l'arabisme y est détesté, mais seulement en qualité de musulmans africains en écartant toute idée d'arabisme. » Nous avons violemment réagi en affirmant que c'était là une politique opportuniste. Nous sommes à la fois Arabes et Africains et nous devons nous attacher profondément à notre arabisme dans le sens de la civilisation et du progrès.

« Il nous reste à expliquer à nos frères africains que notre arabisme n'a rien de réactionnaire comme se plaisent à le décrire les colonialistes, mais constitue bien au contraire une civilisation universelle en général et africaine en particulier. D'ailleurs, le Caire adopte cette attitude avec succès.

« L'esprit révolutionnaire ? Je dirai qu'il ne consiste pas à prodiguer des promesses aux mouvements révolutionnaires lorsqu'on sait pertinemment qu'on ne peut pas les tenir. Le résultat est clair : les révolutionnaires éblouis par ces promesses se font massacrer alors que l'on récolte les éloges et la gloire personnelle.

« De même que l'action révolutionnaire ne consiste pas à délaissier la formation des cadres et à négliger l'édification d'un Etat et Parti solides dans le seul but de demeurer maître absolu au pouvoir.

« Savez-vous que nous avons deux millions de chômeurs en Algérie ? Où résident donc l'esprit et l'action révolutionnaires de Ben Bella sinon dans ses paroles et ses discours enflammés.

« Notre seul désir est de vous montrer les réalités telles qu'elles sont dans les villes et dans les campagnes algériennes, et non point comme elles apparaissent à travers les écrits commandés de certains auteurs payés, malheureusement, sur les deniers publics.

« Sa disparition de la scène politique ne m'incite pas à décrire un homme en des termes que je ne voudrais pas employer, même si cet homme s'appelle Ben Bella.

Après un instant de silence, j'enchaînais la troisième question :

« Dans l'énumération des erreurs attribuées à Ben Bella vous n'avez pas fait allusion à la haute trahison énoncée dans la proclamation du Conseil de la Révolution. Quelle est la vérité sur cette accusation ?

*« Je ne l'ai pas citée nommément pour deux raisons : d'abord parce que toutes les erreurs citées prouvent la trahison. Sinon comment expliquer cette anarchie et ces manœuvres contre l'unité des militants et les forces révolutionnaires ainsi que la destruction du Parti et de l'Etat.*

*« La seconde raison est que le Conseil de la Révolution ne peut rendre publics les faits relatifs à cette accusation, pour des raisons bien déterminées. Je peux cependant vous dire qu'il existe des faits, des preuves et des documents que reconnaissent mêmes certains frères responsables arabes qui nous sont très chers. Je sais que vous avez été choqués en Orient par cette accusation. Il est évident qu'une réalité ignorée et brutalement révélée provoque une telle réaction. Nous nous y attendions d'ailleurs en déclenchant le mouvement du 19 juin.*

### LES DETENUS HIER ET AUJOURD'HUI

J'ai hésité quelque peu à poser ma quatrième question sur les détenus mais la franchise qui a caractérisé la discussion m'ôta toute hésitation.

**« Vous avez parlé des détenus en faisant la comparaison entre leur nombre avant et après le 19 juin. Par l'intermédiaire d'amis que j'ai rencontrés et dont l'arrestation avait été l'objet de rumeurs, j'ai pu me convaincre que le nombre des détenus après le 19 juin était minime. Ma remarque donc comporte deux aspects :**

**Le premier concerne la nature du délit reproché aux 2.500 détenus qui ont été libérés après le 19 juin. Etaient-ils tous des détenus politiques et de quelle tendance ? Etaient-ils plus précisément des socialistes ou des anti-socialistes ?**

**Le second concerne le nombre des détenus qui peut constituer un critère du régime. Mais ce critère doit être complété par celui du genre de détenus. En d'autres termes à quelle tendance et à quelle groupe social et politique appartiennent-ils ?**

*« Les arrestations opérées par Ben Bella ne sont motivées par aucun critère social ou politique mais par un critère strictement personnel. Toute personne qui lui semble nourrir des sentiments hostiles au pouvoir est automatiquement arrêtée quelque soit sa position politique et sociale.*

*Par fidélité à l'histoire et à ma conscience, je dois vous dire que les 2.500 détenus que nous avons libérés n'étaient pas tous des politiques mais ils étaient pour la plupart des militants socialistes connus par leur passé révolutionnaire et leurs sacrifices.*

*Vous devez certainement connaître le frère Azzedine par exemple. C'est un courageux militant. N'est-il pas socialiste ? Et le docteur Taleb, l'actuel ministre de l'Education... Est-il anti-socialiste ? Ceux-ci n'ont pas été seulement arrêtés ou traduits devant les tribunaux, mais ils ont également subi les tortures les plus atroces. Il suffit de de-*

*mander à l'un d'eux de vous montrer son dos pour voir les douloureuses traces, vestiges de l'ère démocratique et socialiste qui a négligé la constitution d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, n'a pas omis de construire des villas consacrées à la torture exactement pareilles à celles de l'OAS fasciste qui a torturé et assassiné un bon nombre de nos militants martyrs.*

*Aujourd'hui quelles sont les personnes arrêtés avec Ben Bella. Sont-elles des socialistes ? Les Nekkache, Hadj Ben Alla, Abderahmane Chérif sont-ils des socialistes ? Prenez le premier Algérien que vous rencontrez dans la rue et posez-lui des questions sur eux et sur leur comportement très socialiste (!)*

**« J'ai également entendu parler de l'arrestation de Mohamed Harbi tout récemment. Je pense qu'il est socialiste.**

*Le cas de Mohamed Harbi est une toute autre histoire. Tout d'abord nous n'avons arrêté ni Mohamed Harbi ni personne de ses collègues pendant et après le sursaut du 19 juin. J'ai reçu Hocine Zahouane et Zerdani même, l'actuel ministre du Travail, je sais que c'est votre ami, interrogez-le sur notre proposition. Nous leur avons expliqué que nous n'avions rien contre eux et qu'ils pouvaient poursuivre normalement leur travail et qu'ils n'avaient aucune raison de rentrer dans la clandestinité. Rentrez chez vous, vivez comme tout le monde et exprimez librement votre opinion dans le cadre de la loi. Seulement nous ne permettrons aucune action subversive susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'Etat et d'exposer le pays aux dangers d'une guerre fratricide. A l'exception d'une infime minorité, chacun regagna son foyer entre autre ce même Mohamed Harbi. Que s'était-il donc passé ? La police recherchait un certain Makouf qui entretenait la distribution de tracts. En faisant irruption dans le domicile secret de ce dernier, la police trouva Mohamed Harbi en train de rédiger des tracts destinés à la distribution. Que devons-nous faire ? Y a-t-il un gouvernement de par le monde qui n'arrêterait pas un personnage sur le point d'entreprendre une action illégale ? L'arrestation de Harbi n'a aucun rapport avec le fait qu'il soit socialiste ou non, mais concerne surtout et avant tout la sûreté de l'Etat. Son cas relève actuellement de la Justice. Soyez cependant sûr et certain que lui et les autres sont traités humainement et selon la loi. Nous étions contre l'illégalité et la torture sous le règne de Ben Bella et nous nous y opposons avec la même énergie après le 19 juin. L'ère des tortures et des arrestations inhumaines est révolue en cette Algérie qui a connu les pires souffrances à l'époque coloniale. La légalité de la révolution socialiste prédomine à l'égard de tous sans distinction d'aucune sorte. Je voudrais ici préciser un point important. Nous ne prendrons aucune mesure contre ceux qui nous approuvent ou nous désapprouvent. Libre à chacun d'embrasser l'opinion qu'il désire. Mais si cette différence d'opinions devait se transformer en action subversive ou en organisation clandestine nous n'hésiterons pas à la réprimer sévèrement.*

**« La voie de la révolution est ouverte à tous sans distinction, la confrontation des idées est nécessaire, elle est même souhaitable car elle constitue le garant de la démocratie.**

*« Le cadre de la légalité révolutionnaire socialiste et de son parti d'avant-garde en voie de restructuration est assez vaste pour admettre tous les hommes et leurs libres opinions.*

*« Certains nous accusent d'être contre les communistes par exemple. Ceci est catégoriquement faux. Nous ne faisons pas et nous ne ferons jamais de l'anti-communisme. De même que nous ne permettrons jamais à un groupe qui a de tout temps été hostile à la révolution qu'il soit communiste ou non, de saboter la révolution ou de créer des mouvements ou des organisations en dehors du cadre du parti du FLN. Il existe au sein du Parti, de l'Etat et des organisations des Algériens marxistes dont certains même étaient des membres du PCA dont le passé contre-révolutionnaire n'échappe à personne, et qui travaillent et produisent car leur loyalisme va tout d'abord à l'Algérie, à la révolution et au peuple. Nous ne tolérerons plus dorénavant la comédie des aventuriers politiques qui ayant échoué dans leur propre pays veulent s'ériger sous l'étiquette du socialisme en maîtres à penser du peuple algérien et de son parti. Ils veulent nous enseigner le socialisme et son édification en Algérie. Ils créent de toutes pièces des problèmes et des divergences au sein des militants pour disperser leurs rangs et délivrer du haut de leur estrade des « attestations de socialisme » à qui bon leur semble. Le peuple algérien n'a pas déclenché la révolution du 1<sup>er</sup> novembre et perdu plus d'un million et demi de chouhada pour permettre à un groupe de trotskystes et opportunistes sous la conduite de leur apôtre « Raptis » ou Pablo comme il se fait appeler de diriger l'Algérie ou de s'ériger au nom du socialisme en tuteurs des militants.*

*« Savez-vous que ce même Raptis qui se veut socialiste percevait un traitement mensuel de 1.000.000 AF prélevés sur l'argent du jellah algérien alors que le revenu mensuel de ce dernier n'exède pas 500 frs.*

*« Nous distinguons nettement entre l'opportunisme politique qui, sous l'étiquette du socialisme, procure un million par mois et la nécessité des échanges d'expériences dans le domaine de l'édification du socialisme dans le monde au niveau des gouvernements et des partis dans le respect de la souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures.*

### **KHIDER ET LES FONDS DU PARTI**

J'ai posé ma cinquième question sur l'accusation portée par le Conseil de la Révolution contre Ben Bella au sujet de la dilapidation des deniers publics et leur utilisation dans les manœuvres et les marchandages politiques. J'ai dit :

**« Cette accusation est très grave. Puis-je espérer avoir des exemples concrets.**

*« Là aussi les exemples ne manquent pas. Vous ne devez pas ignorer que Ben Bella ne s'est pas contenté d'occuper les postes de président de la République, de président du Conseil, de secrétaire général du*

*Parti, de ministre de l'intérieur et de ministre de l'information, mais il s'est réservé aussi le ministère des finances pour disposer à sa guise des fonds de l'Etat. Vous voulez des exemples : en voici un :*

*L'Algérie a été choisie comme siège de la deuxième Conférence afro-asiatique. Naturellement nous nous devons de faire la préparation de ce Congrès et nous étions très fiers de sa tenue en Algérie. Nous avons décidé de lui consacrer un budget de deux milliards d'AF. Ce budget était somme toute considérable pour un pays en voie de développement dont le budget annuel n'excède pas 300 milliards d'AF. Que s'était-il passé ? Ben Bella a jugé que cette somme n'était pas suffisante pour apprêter à la conférence un lieu de réunion digne de son rang et de son prestige personnel. C'est alors que le président de la République se transforma en entrepreneur de bâtiments, demanda personnellement aux ingénieurs et aux responsables de la construction d'entreprendre des travaux de luxe et de grande envergure. Le budget se trouva porté à 15 milliards de francs.*

*Là, je dois rétablir une vérité et dire que les ingénieurs et les techniciens égyptiens ne sont pour rien dans cette affaire. Bien au contraire, nous apprécions pleinement le travail accompli par eux de la façon la plus convenable. Nous leur avons même demandé de poursuivre les travaux dans les limites du nouveau budget que nous avons arrêté.*

*Vous voulez un autre exemple ? Vous avez sans doute suivi l'affaire des détournements par Khider des fonds du FLN déposés dans les banques étrangères. Que penserez-vous si je vous disais que ce détournement a eu lieu en commun accord entre Khider et Ben Bella lui-même. Ne vous étonnez pas, telle est malheureusement la vérité toute nue. Vous n'êtes certes pas convaincu, voudriez-vous voir le document qui établit l'authenticité de ce fait.*

*« Le document existe au Secrétariat exécutif du Parti et je demanderai au frère Chérif Belkacem de vous le montrer lorsque vous vous entretiendrez avec lui demain. »*

**Observation :** Au cours de mon entretien au siège du FLN, Place Emir Abdelkader avec Chérif Belkacem, membre du Conseil de la Révolution et du Secrétariat Exécutif du Parti, j'ai pu prendre connaissance de la photocopie d'une note rédigée en français sur papier à en-tête de la RADP et adressée par Ben Bella, président du Conseil, au directeur de la Banque arabe à Beyrouth. Par cette note il lui est demandé de mettre tous les fonds du FLN déposés en banque à la disposition de Mohamed Khider habilité par Ben Bella à en opérer le retrait. La note dont il s'agit est adressée d'Alger et ne comporte pas de date, mais simplement un cachet d'arrivée à la banque le 3 décembre 1963. Or, on n'ignore pas que Mohamed Khider avait démissionné du Secrétariat général du Parti en Avril 1963.

*« Poursuivant mes questions je fis ma sixième et dernière observation, au président Boumediène sur le fait qu'il rend Ben Bella responsable de l'échec de la politique économique en général et de la politique agraire en particulier. Je lui demandai : Quelle est la nature des faits qui ont conduit à cet échec »....*

« Cet échec provient de ce que Ben Bella n'assumait pas effectivement ses responsabilités en tant que chef d'Etat dans le domaine économique. Nous n'avons pas de production économique, nous produisons surtout des discours. Trois années se sont écoulées et malgré les grandes potentialités agricoles et industrielles que possède un pays sous-développé comme le nôtre, malgré le sabotage économique dont se sont rendus coupables les colonialistes, malgré tout cela, nous n'avons pas encore un plan de développement scientifiquement et pratiquement conçu. Aucun nouveau projet économique important n'a été mis au point en dépit « du tintamarre » de tous les slogans socialistes. Tous nos projets sont restés lettre morte et même ceux qui ont été mis en train sur l'initiative des travailleurs eux-mêmes n'ont été exploités qu'à 30 %. Résultat : hausse continue des prix, baisse permanente du niveau de vie particulièrement dans les campagnes, et aggravation du chômage qui a fini par toucher 2 millions d'âmes.

« Maintenant parlons agriculture : quels ont été les résultats de la politique agraire soi-disant révolutionnaire de Ben Bella ? Notez ces chiffres et faites le parallèle vous-même. Le revenu net dans le secteur agricole oscillait en 1961, un peu avant l'indépendance, entre 100 et 128 milliards d'AF. (100 à 128 millions de livres environ). Qu'à été le revenu brut — je n'ai pas dit le revenu net. Il n'a pas dépassé 80 milliards de francs. En déduisant les frais qui se montent à 70 milliards conformément au budget officiel lui-même, le total du revenu net n'excède pas 10 milliards, soit un peu moins du dixième du revenu réalisé sous l'ère coloniale.

« Si cela n'est pas un échec, voire même un échec désastreux, je ne pense pas de toute façon qu'on puisse le considérer comme un succès. »

Les paroles de Boumediène, les exemples appuyés par les noms, les faits et les chiffres me dressaient un portrait de Ben Bella différent de celui que j'ai connu pour la première fois au Caire en 1955 pendant les premiers mois de la guerre de libération jusqu'à la dernière fois où je l'ai vu au palais du Peuple en juin 1964 en tant que président de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Je me sentis envahir par un sentiment de malaise étrange. Pourquoi ? Quel est le bon et mauvais côté de l'histoire ? L'homme qui me trace aujourd'hui ce portrait est également un révolutionnaire. Son esprit révolutionnaire ne fait pas l'ombre d'un doute. Que s'est-il donc passé entre les deux hommes dont le duo constituait un signe caractéristique et fondamental de l'Algérie nouvelle ?

Il me semblait que j'étais incapable de dominer mes réactions internes qui commençaient par trahir mon visage et mes gestes. Je ne me rendis compte de mon état que lorsque la voix de Boumediène rompit le silence.

« Quavez-vous ?

« Je pensais.

« A quoi ?

« A tout cela. Je pense à ce portrait sous lequel m'apparaît Ben Bella dans cette salle et qui est totalement différent de l'image que nous avons connue de lui. Que s'est-il donc passé et qui a modifié la scène au point où l'on se croirait en présence des aventures du docteur Jekyll et Mister Hyde. Je ne vous cache pas que la douleur m'accable, et que je me sens incapable de décrire d'une manière exacte les sentiments qui m'envahissent. Je suis... Je suis...

La voix calme de Boumediène se fit entendre, lente d'abord puis plus prompte.

« Je comprends parfaitement vos sentiments. Comme je vous l'avais déjà dit, Ben Bella n'a changé en rien. Les événements l'ont montré sous son vrai visage : un carriériste et un manœuvrier. C'est là, à mon avis, que réside la surprise pour tous ceux qui l'ont connu à travers ses entretiens et ses discours. La contradiction fondamentale réside dans le fait qu'il a essayé vainement de concilier entre sa nature de politicien carriériste et sa tentative de paraître sous un aspect révolutionnaire.

« Le secret de la personnalité de Ben Bella et de son comportement trouve son explication dans le complexe qu'il ressentait en s'adressant aux militants sur le sol algérien : le complexe de la non-participation effective à la lutte de libération. Il avait quitté l'Algérie avec l'intention d'y retourner une fois sa mission accomplie à l'étranger. Mais il n'en fit rien, trouvant mille excuses comme tous ceux qui n'ont participé à la Révolution que par leurs discours à l'extérieur. En 1956, il fut arrêté et interné dans une prison dorée où il exerça la politique et la manœuvre à l'égard de ses compagnons qui ne firent pas mieux que se comporter de la même façon à son encontre. Ben Bella était bien loin de la Révolution, il ne l'a connue qu'en 1962 après la ratification des accords et sa mise en liberté.

« Il s'est trouvé soudainement en présence d'un monde, d'une direction et de militants révolutionnaires d'un type nouveau avec lesquels il lui était impossible de s'entendre. Que lui restait-il à faire ? Il revêtit le masque du révolutionnaire pour mieux attiser les animosités diviser les militants afin de porter un coup fatal à leur unité forgée pendant la lutte de libération. Puis, suivant un plan de liquidation minutieusement tracé, il procédera à leur limogeage. Cette machination a coûté la vie à des centaines de militants depuis l'indépendance. Au moment même où il écartait les militants, il se faisait entourer d'un groupe d'opportunistes et de politiciens carriéristes attachés à sa personne en leur confiant la destinée du peuple en général et celle des militants en particulier. Ainsi, il croyait pouvoir créer un monde à part, étranger au monde révolutionnaire solidement enraciné en Algérie.

En tant que politicien carriériste il préférerait toujours travailler avec les éléments opportunistes qui l'applaudissaient, car travailler avec des militants qui contrôlent et demandent des comptes n'était pas chose aisée sinon impossible. Il alla dans son plan de liquidation des

*militants jusqu'à les inviter à sa table pour les diriger ensuite directement en prison. Connaissez-vous le député Mezhoudi ? Demandez-le lui. De même pour le député Boualem Oussedik qui prit la parole au parlement non pour s'opposer mais uniquement pour demander la suppression de la peine de mort en Algérie, car avait-il dit, l'exécution capitale répugnait aux Algériens qui ont connu toutes les atrocités pendant la lutte de libération. Après tout c'est un point de vue qui mérite d'être discuté. Savez-vous quelle a été la réponse de Ben Bella ? Il considéra la chose comme un outrage et ordonna son arrestation. Cette situation devait-elle durer ? Non et mille fois non.*

*« Lorsque Aït Ahmed entra en rébellion armée, Ben Bella nous disait : « Ne prenez pas la peine de l'arrêter. Tuez-le, tuez-le dans les djebels ». Mais nous avons compris son jeu. Nous avons arrêté Aït Ahmed vivant et nous l'avons remis publiquement entre ses mains en lui faisant endosser la responsabilité de sa vie, en demandant le respect strict de la procédure légale et de la justice.*

*« Il ne s'arrêta pas là. Il alla jusqu'à souiller l'histoire de la Révolution et des militants. Il envisageait d'écrire une histoire nouvelle de la Révolution qui commencerait avec son accession au pouvoir, car d'après lui, il incarnait à la fois la Révolution, l'Algérie et le socialisme. Où est la Révolution dans tout cela ? Faites la comparaison avec les révolutionnaires de notre siècle. Prenons par exemple le frère Djamel Abdennasser. Celui-ci a organisé les officiers libres et dirigé personnellement la Révolution pendant une période longue et difficile, dans le tumulte des complots et des hostilités de toutes sortes. Si Djamel Abdennasser devait dire qu'il était le chef de la Révolution, il n'aurait fait que rétablir une juste vérité. Mais, il ne l'a pas dit et il ne le dira jamais, car sa modestie révolutionnaire et son esprit de militantisme l'en empêchent. Il a attribué toutes les victoires à la « sagesse du peuple » en se considérant comme un simple djoundi responsable. Il ne se laissa jamais tenter par le culte de la personnalité qui pourrait altérer sa foi et son esprit révolutionnaire. Il entreprit la formation de nouveaux cadres et ouvrit les portes à tous les militants en les faisant participer aux responsabilités. En un mot, il consacra sa vie entière à la Révolution et à l'édification du pays.*

*« Nous avons longuement discuté du secret de la réussite de Nasser en tant que chef révolutionnaire. Certains frères attribuaient son succès à son génie et à son inspiration. Pour ma part, j'étais contre cette opinion car je ne crois ni à l'un, ni à l'autre. Son secret réside à mon avis dans sa formation révolutionnaire, ses sacrifices, sa confiance au peuple, sa fidélité aux principes, son esprit de persévérance et son comportement humain.*

*« Il suffit d'ouvrir bien les yeux pour voir la réalité toute nue. Je vous dirais que la Révolution algérienne n'est la propriété ni de Ben Bella, ni de Boumediène, ni celle d'un autre individu en Algérie. Elle est bien de la collectivité en toute justice et en toute équité. Chacun d'eux lui a consenti une partie de sa vie et notre unique mérite, quant*

*à nous, est d'avoir notre responsabilité. Nous ne sommes pas des héros en quoi que ce soit ; les seuls héros sont ceux qui sont morts. Ce sont les chouchada et personne d'autre.*

« Alors qui êtes vous ?

« Qu'entendez-vous par : vous ?

« Vous les membres du Conseil de la Révolution... vous les responsables du Mouvement du 19 juin 1965.

« Nous sommes de simples militants qui assumons des responsabilités bien définies à l'égard de l'ensemble des militants et de nos masses populaires en général.

Permettez-moi de tirer de votre dernière réponse les deux questions suivantes :

« 1) Comment ont pu se réaliser la coordination et la cohésion entre l'ensemble des militants qui constituent le Conseil de la Révolution du mouvement du 19 juin malgré les différends qui les opposaient les uns aux autres et en dépit des crises qui ont conduit jusqu'à l'utilisation des armes en certains cas. Exemple : Mohand Ou El Hadj appartient à un clan cependant que Tahar Zbiri appartient à un autre. Le colonel Hassan, lui appartient à un troisième clan et Saout El Arab à un quatrième ; alors que vous — je veux dire Boumediène — vous faites partie d'un cinquième clan etc...

« Quant à la seconde question, elle se rapporte à la nature des responsabilités précises que le Conseil de la Révolution s'est assignées.

Boumediène fit un sourire avant de relever la tête pour me répondre.

— Pour ce qui est de votre première question, il ne s'agit pas en fait de cohésion ou de coordination entre éléments de divers bords en vue d'une action commune. Non, le fond du problème est la restauration de l'unité des militants après que l'expérience leur eut enseigné que seuls les politiciens carriéristes et manœuvriers ont pu les séparer et les désunir. La fausseté de ces manœuvres a pu être décelée en fin de compte parce que l'unité des militants forgée par le temps s'est faite sur des bases objectives. C'est en pressentant le danger du déviationnisme qui menaçait la Révolution et risquait d'entraîner l'Algérie vers le chaos de la dictature et du pouvoir personnel, que leur unanimité s'est faite sur la nécessité d'une action commune en vue de sauver la Révolution. Ils étaient animés de la même volonté, de la même discipline et du même enthousiasme qui les avaient inspirés lors de la lutte armée. C'est pourquoi le Mouvement du 19 juin a été placé sous le signe de « l'unité de toutes les forces révolutionnaires en Algérie ». Que se serait-il passé ? Prenez par exemple mon cas personnel avec le frère Tahar Zbiri. Ben Bella n'a pas cessé de nous décrire l'un à l'autre comme des ennemis jurés. Alors que je me trouvais en URSS en octobre 1964, je fus surpris au cinquième jour de ma visite par les Russes qui me félicitaient, devinez pourquoi ? de la

*nomination de Tahar Zbiri comme chef de l'état-major. Je dois dire que j'ai éprouvé un instant une certaine colère devant cette façon d'agir : le ministre de la Défense se trouve en voyage à l'étranger et sans qu'il ne soit au courant, le voilà qui apprend par ses hôtes qu'un chef de l'état-major vient le lui être désigné. Néanmoins, je me suis contenu en feignant d'être au courant et j'ai remercié mes hôtes. Il y allait dans ce cas du prestige de l'Algérie et de sa façon de gouverner. Qu'en visageait Ben Bella en agissant ainsi ? Pourquoi n'est-il pas venu me trouver pendant que j'étais en Algérie et m'aviser de la nomination du frère Tahar Zbiri comme chef de l'état-major. Non ! Il a préféré attendre mon départ pour prendre sa décision. Il savait parfaitement que s'il s'était ouvert à moi à ce sujet je n'aurais pas manqué d'accueillir favorablement la nomination du frère Tahar. Nous sommes après tout amis et collègues et les compétences du frère Tahar ne peuvent être qu'utiles et profitables à l'ANP. Mais si Ben Bella avait agi ainsi, en toute clarté il n'aurait pas eu l'occasion de se livrer à ses manigances. Il a attendu que je parte pour faire croire au frère Tahar qu'il l'a nommé contre mon gré.*

*« Il a ainsi profité de mon absence pour me mettre devant le fait accompli. A mon retour, Ben Bella me reçut à bras ouvert en essayant de justifier son initiative, disant qu'il aurait agi sous la pression et qu'il ne manquerait pas de réparer la chose ultérieurement. Mais il fut tout de même surpris en constatant que j'accueillais favorablement la nomination du frère Tahar Zbiri. Nous étant franchement entretenus, Tahar et moi, et ayant discuté de la chose, dans tous ses détails, il nous a paru avec évidence que Ben Bella complotait contre notre union et celle de tous les militants. La même chose s'est produite sous une autre façon avec d'autres frères. Mais leur maturité, leur détermination et leur unité inébranlable sont venues à bout de toutes les manœuvres et de tous les stratagèmes politiques. Leur union s'en est trouvée plus forte et leur détermination en vue de sauver la Révolution plus ferme encore. Nous étions tous conscients de la nécessité de s'opposer aux manœuvres politiques afin que ne puisse plus se renouveler la crise de 1962 qui a coûté très cher à l'Algérie. C'est en partant de ces considérations que nous fûmes unanimes à déclencher le mouvement du 19 juin.*

*« Voila en ce qui concerne votre première question. Pour ce qui est de votre seconde question, je vous dirai que le Conseil de la Révolution vise avant tout la réalisation des objectifs suivants :*

*— Assurer l'unité de toutes les forces révolutionnaires en Algérie, c'est-à-dire l'unité de tous les militants sans distinction ni discrimination. Tous ont le droit de contribuer à l'édification de l'Algérie, et nul ne saurait contrecarrer leurs efforts.*

*— Ecarter tous les politiciens carriéristes et les prétendus porteurs de messages sacrés, ainsi que les leaders historiques, afin qu'ils ne puissent nuire au peuple algérien et à la Révolution.*

*— S'opposer à toute tentative qui viserait à rescussiter le pouvoir personnel. Nous avons suffisamment souffert du messalisme et du benbellisme.*

— *Poursuivre à la lumière d'un programme étudié, l'édification d'une Algérie authentiquement socialiste ; développer l'économie nationale d'une façon permanente sur les plans agricole et industriel.*

— *Entreprendre sans délai et avec détermination la réorganisation du pays en vue de mettre un terme au désordre et à l'anarchie qui risquent de s'étendre à de nombreux domaines.*

— *Restructurer le Parti révolutionnaire d'avant-garde qui se chargera effectivement de mener la lutte pour l'édification du socialisme et mobilisera toutes les énergies des militants sans exception. Ce Parti aura pour rôle d'éduquer, d'orienter et de diriger. Il ne se substituera pas à l'Etat et n'en dépendra pas. De même qu'il ne sera pas un instrument d'acclamation et d'applaudissement en faveur de qui que ce soit.*

— *Former les rouages techniques indispensables capables d'appliquer le socialisme dans tous les domaines.*

— *Edifier l'Etat algérien révolutionnaire et socialiste et le consolider par des cadres expérimentés, conscients et responsables, choisis parmi les militants.*

— *Entreprendre, suivant un programme scientifique de grande envergure, l'arabisation complète de toutes les structures en Algérie, et dans les plus brefs délais, conformément à la volonté du peuple algérien et à son arabisme séculaire.*

— *Assumer d'une façon révolutionnaire notre responsabilité à l'égard de notre grande patrie arabe et de notre continent africain en marche vers son indépendance totale et enfin en faveur de la paix dans le monde. Telles sont les grandes lignes de notre programme.*

Là encore je levai la main pour dire :

« **Quelques précisions encore si vous permettez.**

« *Je vous en prie.*

« **J'ai remarqué que vous avez chaque fois employé dans vos réponses l'expression « socialisme authentique » qu'entendez-vous exactement par cette expression ?**

« *Le socialisme authentique, c'est le socialisme authentique, c'est-à-dire celui qui n'affiche pas des slogans démagogiques ou utopiques, mais tend plutôt à la liquidation de toutes les formes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Notre conviction est que les principes et les lois du socialisme restent les mêmes pour tous, où que l'on soit. Mais leur mode d'application varie selon les conditions propres à chaque pays et à chaque milieu. Les principes socialistes sont voués fatalement à l'échec s'ils ne tiennent pas compte dans leurs applications de ces conditions particulières. C'est pour ces raisons que le socialisme constitue en Algérie une idéologie et un monde à la fois qui se reconnaît dans une adaptation créatrice aux conditions de l'Algérie arabe, africaine et musulmane.*

« Nous sommes musulmans sans le moindre préjugé raciste ou ségrégationniste. Nous sommes en même temps socialistes par conviction et en connaissance de cause, sans pour autant nous figer dans un conformisme idéologique qui étoufferait toute initiative de création et d'innovation.

« Le socialisme ne constitue pas chez nous un phénomène accidentel comme il ne résulte pas d'une décision à caractère personnel. Il fait partie intégrante des principes et des objectifs de notre mouvement révolutionnaire.

« A défaut de socialisme — en tant que système et que mode de vie s'entend — le peuple perd systématiquement ses acquis et ne peut tirer profit des fruits de son combat et de son labeur.

« Dans le cadre de notre réalité propre, il ne saurait y avoir d'antagonisme entre le socialisme et la religion. Au contraire, l'un et l'autre constituent un tout harmonieux. C'est pourquoi nous dénonçons ce jeu rétrograde et démagogique par lequel on tente de semer la discorde entre le socialisme et l'Islam. De même que nous nous élevons contre ce jeu par lequel on tente de séparer le « militaire » du « civil », comme on se plaît à les qualifier. Je dis pourtant que nous n'avons pas de militaires tout court ni de civils tout court. Nous avons tout simplement des militants révolutionnaires, qu'ils appartiennent à l'armée ou à la vie civile. Point de distinction entre eux ni de privilèges particuliers.

« Traiter du socialisme en Algérie nous conduit fatalement à parler de l'autogestion et de son avenir. Or, j'ai cru comprendre des frères algériens qu'ils considéraient l'autogestion des entreprises comme l'essence même du socialisme en Algérie. C'est la raison pour laquelle ils ne situent pas l'autogestion au niveau des moyens de production mais à celui des objectifs à atteindre. Ils estiment que la non consolidation de l'autogestion est susceptible de provoquer la mainmise de la bureaucratie sur les entreprises ce qui lui conférerait une force sociale et politique qui ferait d'elle une classe bourgeoise et bureaucratique capable de contrecarrer le socialisme. Qu'en pensez-vous maintenant ?

Une attention particulière se dessina sur le visage de Boumediène en écoutant cette question. Il avança son buste et me répondit :

« Je voudrais préciser tout d'abord que l'autogestion a toujours été l'objet d'un marchandage politique historique. Cependant en tant que réalité historique l'autogestion a vu le jour grâce aux initiatives personnelles entreprises par nos travailleurs. Elle résulte de leur prise de conscience et de leur souci de relancer les entreprises — dans le secteur agricole notamment — que les Européens avaient abandonnées dans le but de saboter l'économie algérienne au lendemain de l'indépendance. Personne donc n'a de mérite particulier dans ce domaine. D'ailleurs, le processus ainsi suivi pour la relance économique constituait, à l'époque, un impératif objectif, historique et irremplaçable.

« Mais venons-en au fond du problème. Le fond du problème consiste, à notre avis, à édifier une société algérienne basée sur un socialisme qui bannit à tout jamais l'exploitation de l'homme par l'homme. Il ne suffit pas pour ce faire de lancer des slogans à grand tapage et d'en user comme d'un instrument de marchandage. Il importe avant tout et surtout d'élaborer un plan pour notre économie nationale, de le consolider et de l'appliquer dans les domaines industriel et agricole en vue d'une meilleure productivité et de l'amélioration constante, en tout premier lieu, du revenu national. Il importe également que nous épargnions de façon continue une bonne partie de notre revenu aux fins de réinvestissements permanents. Il importe enfin, que les bénéfices soient répartis entre les travailleurs de façon équitable, je dirai pour être précis, de façon socialiste sur la base du principe « à chacun selon son travail ». Afin que nous puissions donner toutes garanties effectives dans ce domaine, il est indispensable que nous favorisions au maximum et sur le plan le plus large une coordination réelle et fructueuse entre les travailleurs et les producteurs de l'autogestion et de l'administration, d'une part, et les techniciens industriels, d'autre part.

« L'important après tout cela est la sélection des moyens les meilleurs et les plus pratiques dans le cadre de notre société en vue de la réalisation de ces objectifs. Il nous faut également tirer la leçon de l'expérience acquise, tenir compte des résultats obtenus et de l'évolution de nos conceptions et de nos procédés à la lumière de cette expérience. Faute de quoi, nous nous acheminerons vers l'immobilisme. En effet, si les objectifs du socialisme demeurent les mêmes, les styles et les procédés à mettre en œuvre sont, quant à eux, multiples et divers. Ils varient suivant les sociétés, les circonstances et les époques auxquelles ils s'appliquent. La meilleure preuve nous est fournie par ces controverses et ces nouvelles expériences qui ont actuellement cours, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, en ce qui concerne l'économie socialiste.

« Ceci dit, nous devons donc nous interroger si l'autogestion est un moyen ou bien une fin en soi. Pourquoi ? Parce que étant une fin cela équivaut à dire qu'elle est relativement immuable. Contrairement, étant un moyen, elle reste subordonnée aux circonstances et soumise à l'expérience, c'est-à-dire qu'elle évolue et se modifie à l'instar de tous les instruments utilisés par l'individu dans le cadre de sa vie sociale.

« Nous avons d'ailleurs soumis cette question aux fins de discussion à l'occasion de la dernière session tenue par le Comité Central du Parti avant le mouvement du 19 juin. Notre opinion alors était que l'autogestion n'est qu'un moyen parmi tant d'autres que nous devons soumettre aux impératifs de l'expérience réaliste pour l'application du socialisme. D'autres, cependant, ont exprimé l'opinion que l'autogestion était une fin en soi. Elle était, à leur sens, le socialisme même de sorte qu'elle était considérée comme un acte anti-socialisme.

liste toute critique à l'égard de l'autogestion fut-elle la constatation pure et simple de la baisse de la productivité et du désordre qui la caractérise dans nombre d'entreprises autogérées.

« Nous ne nourrissons aucun fanatisme ni en faveur ni à l'encontre de l'autogestion. Les entreprises autogérées dont la rentabilité a été établie du point de vue économique et social doivent être consolidées et renforcées sur cette base. De même que doivent être étudiées très sérieusement les raisons de ce succès afin de pouvoir en tirer un plus grand bénéfice. Il y a également les entreprises dont la mise en autogestion s'est soldée par un échec et il nous appartient dans ce domaine encore de déterminer si l'échec est dû à des raisons fortuites et momentanées susceptibles d'être corrigées, tel que le manque d'expérience ou de maturité par exemple, ou bien alors s'il est le résultat de causes organiques inhérentes à la nature même du travail au sein de l'entreprise et qu'il s'avère indispensable, dans ce cas, de modifier le mode d'exploitation dans le but de réaliser l'objectif socialiste poursuivi.

« Notre conception à nous ne consiste pas à se contenter d'apprendre par cœur des textes inédits, de vivre dans le monde de ces chapitres, de faire provision d'expériences et de connaissances théoriques sans daigner tenir compte de la réalité telle qu'elle se présente. Cette conception est uniquement celle des utopistes et des démagogues. Dénoncer la bureaucratie en Algérie est chose ridicule. Bien sûr, il existe en permanence dans toutes les sociétés, plus particulièrement dans les sociétés en voie de développement, un risque de formation d'une certaine bureaucratie susceptible d'accaparer le plus gros de la production. C'est là un phénomène qui appelle de notre part une vigilance de tous les instants et contre lequel nous devons adopter une attitude ferme. Mais le problème algérien est-il aujourd'hui, maintenant, en cette phase précise, un problème de bureaucratie vraiment ? Le problème de l'Algérie, aujourd'hui, c'est avant tout l'organisation de l'appareil de l'Etat et de l'administration après l'anarchie qui s'est répandue à travers le pays. C'est aussi lier les hommes par des responsabilités nettes et précises sur une base objective et non point sur une base à caractère personnel. Ceux qui travaillent en Algérie doivent comprendre — socialement et politiquement parlant — qu'ils ne le font pas pour Ben Bella, pour Boumediène ou pour x ou y, mais pour l'Algérie.

« Il s'agit pour nous de nous procurer les cadres techniques nécessaires, faute de quoi la voie du socialisme restera sans issue en dépit de tous les slogans socialistes que nous chantons et répétons tambour battant.

« Nous avons d'ailleurs notre point de vue en ce qui concerne les cadres techniques. Il est tout à fait aisé « d'importer » constamment des cadres, mais cela ne signifie-t-il pas que, ce faisant, nous éliminons au départ la formation de nos cadres techniques nationaux,

que nous ne leur donnons pas l'occasion d'assumer leurs responsabilités. Ce'a veut dire aussi que l'économie nationale sera, en fin de compte, entre les mains d'étrangers qui, quels que puissent être leur bonne foi et leur dévouement, restent en définitive en marge de la réalité algérienne. Cependant, nous ne sommes pas en mesure non plus de nous procurer tout de suite ni même dans quelques mois ou quelques années, le nombre qui nous est nécessaire en cadre nationaux dans toutes les branches. Quelle est donc la solution ?

« Abordant déjà cette question lors de la dernière séance tenue par le 1<sup>er</sup> Congrès du FLN en avril 1964, j'avais dit que nous devions asseoir notre politique sur le principe de la priorité permanente du citoyen sur l'étranger dût-il avoir une expérience relativement inférieure à celle de ce dernier. Pourquoi ? Parce que le citoyen est profondément attaché à son pays par un intérêt direct. Il est responsable, d'une façon ou d'une autre, d'une famille algérienne. Il est modelé suivant le patrimoine et l'âme algérienne. Il est soumis aux lois du pays et l'Etat peut, par conséquent, disposer à son égard comme il se doit au cas où il faillirait à ses obligations. Le Parti également est en mesure d'agir ainsi dans le domaine politique. Mais, il n'en est pas de même pour l'étranger qui, lui est libre. Le maximum qui puisse être fait contre lui et quelles que puissent être ses erreurs est la résiliation de son contrat.

« J'avais dit également : Parmi nos slogans, il en est un qui réclame l'épuration. Personne ne s'oppose à l'épuration, à condition toutefois quelle se fasse dans un cadre objectif, autrement dit qu'elle soit appliquée à l'encontre des opportunistes et des incompetents, et qu'elle obéisse à une procédure, à des règlements et à des garanties valables pour tous. Mais nous disons non à l'épuration inspirée par la vengeance personnelle ou qui vise à liquider les militants. Cela reviendrait en somme à étouffer dans l'œuf nos cadres nationaux. Je dis encore, nous ne sommes pas un pays arriéré, mais plutôt un pays en voie de développement. Nous disposons effectivement d'un nombre respectable de cadres techniques nationaux mais qui demeurent tout de même insuffisants. Et c'est la raison pour laquelle nous continuons, durant de nombreuses années encore, à avoir recours aux cadres techniques étrangers. Ces cadres nous les voulons hautement spécialisés et disposés à apporter leur collaboration à l'Algérie sur la base du respect de sa souveraineté et de la non-immixtion dans ses affaires propres. En ce qui nous concerne, nous leur devons une hospitalité généreuse et un accueil fraternel. Mais il ne saurait être possible d'édifier un Etat algérien national et révolutionnaire en comptant uniquement sur des cadres étrangers comme cela se faisait par le passé. Il existe actuellement dans notre pays des cadres étrangers originaires de divers pays, de la Syrie jusqu'à la Volga et de Marnia jusqu'en Chine, et je puis dire que ces cadres sont l'objet du respect et de la considération de notre peuple et de notre gouvernement.

Je dis :

**« Vous avez affirmé que l'autogestion a été utilisée avant le 19 juin, à des fins de chantage politique. Je n'ai pu cependant me faire une idée nette de la façon dont se sont déroulés les faits ».**

*« Effectivement, ils ont brandi le slogan « La Terre à celui qui la travaille ». C'est là sans aucun doute un slogan socialiste d'ordre général que nous soutenons, mais nous avons dit qu'il restait incomplet compte tenu des circonstances propres à l'Algérie. En effet qu'en est-il de celui qui a libéré la terre par son combat armé et que sera son sort après que l'Algérie eut recouvré son indépendance grâce à son combat, à ses sacrifices, et à ceux de ses frères et sœurs. Pouvons-nous le jeter dans la rue ? Voilà pourquoi nous avions dit qu'il fallait que ce slogan s'exprime et s'applique ainsi . « La Terre à celui qui la travaille et à celui qui l'a libérée ». Quelle fut leur réaction après cela ? Ils allaient trouver les possédants ou les exploitants pour leur notifier leur expropriation au profit d'autres bénéficiaires. C'est là un marchandage politique qui provoque la désunion entre les fellahs et les militants, porte atteinte à l'unité nationale et facilite la liquidation des militants.*

*« Vous retrouvez le même esprit de chantage dans les textes des décrets de Mars relatifs aux biens vacants et à l'autogestion. Ces décrets, apparemment bénéfiques, dissimulaient en fait des inconvénients multiples. Je m'explique. Selon ces décrets, nul n'est autorisé à faire partie de l'Assemblée générale des travailleurs ou de leur Conseil s'il n'a exercé au sein de l'entreprise pendant une période de six mois au moins ultérieurement au cessez-le-feu survenu en mars 1962. Autrement dit, les travailleurs qui étaient réfugiés par suite des sévices du colonialisme, qui souffraient dans les prisons ou qui poursuivaient le combat armé dans les maquis, ceux-là n'ont absolument aucun droit. En d'autres termes, il s'agit également de créer un courant de désunion au sein de la classe laborieuse algérienne. D'ailleurs des symptômes de ce courant sont apparus, malheureusement, dans certaines entreprises. Des travailleurs dans les entreprises auto-gérées se sont élevés contre le recrutement de nouveaux travailleurs permanents afin qu'ils n'aient pas à partager avec eux les bénéfices. S'agit-il là d'une erreur de procédure dans l'application des principes révolutionnaires socialistes ou bien s'agit-il en fait de marchandage politique dans le but de liquider les militants d'une part, et de s'appuyer politiquement sur un clan d'opportunistes pour satisfaire des intérêts personnels immédiats qui, au fond, sont en contradiction avec les intérêts lointains et permanents, c'est-à-dire l'unité de la classe ouvrière.*

### L'ARABISME, L'AFRIQUE ET LE MONDE

Abordant la politique arabe, africaine et internationale de l'Algérie après le 19 juin, je demande à Boumediène :

« Certains observateurs et journalistes analysent différemment votre politique arabe, africaine et internationale après le mouvement du 19 juin. D'aucuns disent que l'Algérie du 19 juin préfère se replier sur elle-même et se confiner dans ses frontières. Elle n'entend pas assumer ses responsabilités internationales comme elle le faisait par le passé. Elle entend plutôt modérer sa politique africaine et réduire son assistance aux mouvements révolutionnaires africains. D'autres affirment que l'Algérie du 19 juin est une Algérie maghrébine qui limitera ses relations avec le Moyen-Orient et se contentera de se confiner dans le cadre restreint du Maghreb pour se retirer ensuite de la grande famille arabe tant à l'Est qu'à l'Ouest. Il y a enfin ceux qui concentrent leur analyse sur les rapports entre l'Algérie et le Caire qui, disent-ils, seront empreints de la plus grande réserve en raison de l'amitié qui liait Ben Bella à Nasser. A ce sujet, vous n'ignorez certainement pas les nombreuses accusations portées contre le Caire par la presse occidentale.

Boumediène appuya sa tête sur ses mains et sourit en me disant :

— *Vous nous connaissez et vous connaissez nos options bien avant ce jour. Que pensez-vous de ces analyses ?*

« Je connais l'opinion et les options de Boumediène lorsqu'il était vice-président du Conseil. Il est aujourd'hui président du Conseil de la Révolution et chef du gouvernement.

Il sourit et me dit :

« *Je vois que vous êtes devenu un fin diplomate. Si nous (j'entends par nous les hommes du 19 juin) avons changé ou si nos options et nos idées avaient changé, il n'y aurait eu aucune raison de déclencher le mouvement du 19 juin. Ce sursaut a eu lieu précisément parce que nos options, nos idées et notre détermination sont restées les mêmes et que nous avons dit non à la déviation.*

« *Lorsque nous proclamons que l'Algérie est arabe, nous ne le faisons pas par désir personnel ou par calcul politique. Non. L'Algérie est arabe parce que tels sont la réalité, l'histoire, les impératifs du peuple et sa civilisation, le destin et les intérêts communs. Nous ne sommes pas Arabes uniquement depuis la Révolution, nous l'étions bien avant. Nous tirons nos origines de la civilisation arabo-islamique depuis plus de 14 siècles. Ceci est une donnée objective et fondamentale qui fait que l'Algérie est africaine, par son peuple, sa géographie et son destin. Comme on ne peut dissocier l'Algérie de son arabisme, on ne peut non plus dissocier l'Algérie arabe de son africanisme. Ainsi donc l'Algérie fait partie intégrante aussi bien du monde arabe que du continent africain. Les affaires concernant la libération de la Palestine et du Sud Arabe occupé sont des problèmes déterminants et nous intéressent en premier lieu. De même pour les colonies africaines, en ce sens que nous devons agir à leur égard en tant que responsables et non pas en qualité de partisans. Il y a de par le voisinage historique des relations fraternelles très solides qui lient les pays au Maghreb arabe dont nous soutenons vivement l'unité.*

*Mais dans quel sens doit se faire cette unité ? L'unité maghrébine ne doit pas s'instaurer dans un cadre qui serait contradictoire avec l'unité du Maghreb et du Machrek arabes.*

*« Révolue, l'ère où le colonialisme divisait et dressait des frontières artificielles entre l'Orient et le Maghreb arabe. Notre faiblesse résidait dans la division, notre force aujourd'hui consiste en l'unité totale sur des bases populaires et démocratiques en faveur du progrès social et pour le bien de l'humanité.*

*« L'Algérie prend acte des efforts du peuple, de l'armée et des dirigeants de la RAU et du rôle historique qu'ils ont joué dans la consolidation de la Révolution yéménite et son régime républicain. L'action de la RAU au Yémen était menée en notre nom à tous, au nom des peuples Arabes, de la civilisation arabe et de l'histoire universelle. Quant à notre politique africaine, il me suffit de vous rappeler notre cohésion fraternelle avec les mouvements de libération nationale en Afrique et partout dans le monde. Nous avons suivi cette politique alors que nous menions encore la lutte de libération car nous sommes convaincus que la liberté est une. Nous étions très fiers pendant la guerre de voir des militants de différents pays d'Afrique et de Cuba même s'intégrer dans les rangs de l'ALN pour acquérir une formation militaire.*

*« Nous poursuivons aujourd'hui cette politique de toutes nos forces et nous la poursuivrons tant que l'Algérie présidera à ses destinées.*

*« Imaginer la possibilité d'isoler un pays de son cadre national ou d'affaiblir sa politique nationale et internationale est une réflexion simpliste dont la réalisation est impossible de nos jours. Lorsque nous mettons l'accent sur l'importance du redressement de la situation intérieure du pays, nous n'entendons nullement négliger notre rôle révolutionnaire dans le concert des nations. Par conséquent, en nous dressant en tant que pays socialiste arabe et africain, et en adoptant la politique du neutralisme positif et de la solidarité afro-asiatique, nous sommes pleinement conscients de nos responsabilités à l'égard de la guerre mondiale, de la paix dans le monde, de la coexistence pacifique sur la base du respect de la liberté totale des peuples et de leur droit à l'autodétermination. Nous dénonçons également les agressions colonialistes quelles que soient leurs formes et leurs origines et réclamons la liquidation du colonialisme et du néo-colonialisme. En outre, nous appelons avec force à l'action sérieuse en vue d'atténuer les disparités inhumaines concernant les niveaux de vie entre les pays industrialisés et les pays sous-développés.*

*« Cette situation doit constituer le souci majeur de chaque individu. En effet, la honte qui la caractérise n'honore en rien l'homme de notre siècle au moment où des guerres menées par le colonialisme absorbent des sommes fabuleuses et que se poursuit parallèlement une course folle aux armements nucléaires.*

*« Si nous constituons, comme je vous l'ai dit, un Etat non engagé, c'est-à-dire que nous ne faisons partie ni d'un clan ni d'un autre, et*

*que nous préconisons la coopération avec tous les Etats sur la base de l'égalité et de la liberté, il n'en demeure pas moins que nous apprécions en même temps et d'une façon particulière notre amitié avec le monde socialiste. Il en est de même pour les relations de coopération qui nous lient à la France sur un pied d'égalité.*

*« Parlons maintenant de nos relations avec la RAU, d'une façon plus particulière. C'est à dessein que je n'ai pas voulu en parler jusqu'à présent. A ce propos, je dois dire franchement qu'il existe de par le monde certaines forces qui se sentent mal à l'aise devant la coopération fraternelle et étroite établie entre Alger et le Caire. Cette coopération représente une force nouvelle et révolutionnaire dans notre monde ; et la fraternité qui lie les deux pays n'est nullement l'œuvre de quelques individus ni le résultat de relations de personnes, mais découle de la nature même du mouvement révolutionnaire, des objectifs qui le guident et des intérêts communs des deux pays. Cette fraternité n'a rien de précaire et ne constitue pas un acte politique pur et simple. Elle est plutôt la résultante objective de l'expérience historique vécue au cours des combats menés de façon décisive et, en d'autres termes, la concrétisation d'une volonté populaire profondément ancrée dans chacun des deux pays. Il est donc naturel et indispensable qu'Alger et le Caire se retrouvent toujours côte à côte... Telles étaient et telles sont notre option et notre foi avant et après le 19 juin, et rien n'y sera changé car il en est ainsi par la force de la réalité, de l'histoire et du peuple.*

### LES EGYPTIENS EN ALGERIE

J'ai dit :

**Permettez-moi ici de formuler une observation sur un aspect déterminé qu'il est de notre devoir de soulever avec franchise au nom même de cette fraternité.**

*« De quoi s'agit-il ?*

**« J'ai constaté que dans certaines régions de l'Algérie se manifeste un courant hostile à la RAU. On parle d'erreurs attribuées aux Egyptiens qui exercent en Algérie. »**

*« Nous avons noté nous aussi ce phénomène et l'avons étudié. Il ne s'agit pas d'erreurs commises. Mais, il est inévitable que les relations humaines donnent lieu à des désaccords ou à des malentendus entre frères Egyptiens et Algériens. Chose normale et compréhensible du fait que les conditions et le mode de vie des deux pays sont différents. Toutes ces erreurs sont bénéfiques et peuvent se produire au sein d'une même famille, entre deux frères par exemple. De plus, elles peuvent provenir aussi bien du côté des Algériens que de celui des Egyptiens. Cependant, certains guettent les moindres incidents, les développent et en font un drame.*